



# BAROMÈTRE CONJONCTUREL DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE



IRIS

EDITIONS





---

# LE BAROMETRE CONJONCTUREL DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

Trimestriel • Avril 2008

**Tous droits réservés**

Toute reproduction totale, partielle, ou sous forme transformée est interdite, sauf autorisation écrite de la part de l'Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse – Cellule Analyse.

L'usage d'extraits de la présente publication en tant qu'exposé ou démonstration dans un article, livre ou fichier est permis, moyennant une mention claire et précise de la source.

Pour toute information concernant ce baromètre, veuillez prendre contact avec:

Madame Christine Servaty

Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale/IBSA

T 02/800 36 15 – F 02/800 38 17

email [anabru@mrbc.irisnet.be](mailto:anabru@mrbc.irisnet.be)

**© 2008 Région de Bruxelles-Capitale – Tous droits réservés**

E.R.: C. Servaty, Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse (IBSA) – Cellule Analyse

Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale,

Boulevard du Jardin Botanique 20 – 1035 Bruxelles

T 02 800 36 15 – F 02 800 38 17

Editions IRIS – D/2008/6374/173



9 789078 580010

ISBN 9078580011



# Table des matières

<b>RÉSUMÉ</b>	<b>4</b>
<b>1. INDICATEURS CONJONCTURELS À BRUXELLES</b>	<b>5</b>
1.1. Evolution de l'indicateur coïncident de l'activité économique	5
1.2. Evolution de l'indicateur avancé de l'activité économique	5
1.3. Evolution de l'indicateur avancé du marché du travail	7
<b>2. TABLEAUX DE BORD</b>	<b>8</b>
2.1. Contexte international	8
2.2. Développements macroéconomiques nationaux et régionaux	12
2.3. L'économie bruxelloise	15
2.4. Marché du travail	17
2.5. Recherche et développement	21
2.6. Environnement	22
<b>3. CARACTÉRISTIQUES DE BRUXELLES</b>	<b>23</b>

## Cycle conjoncturel du chômage



## Cycle conjoncturel du PIB régional



## Prévisions à trois mois

Composante conjoncturelle du chômage	
Chômage DEI	
Composante conjoncturelle de l'activité économique	

Les estimations et commentaires se basent sur les informations disponibles en date du 10 mars 2008, sauf mention contraire.

## Résumé

- Après avoir connu une période de forte expansion, l'économie mondiale est actuellement ébranlée par le ralentissement de la conjoncture américaine. De plus, l'effondrement du dollar vis-à-vis des autres monnaies et la flambée des prix des matières premières créent également beaucoup d'incertitude et de volatilité sur les marchés. Etant donné ce contexte pour le moins morose, la croissance économique mondiale a été revue à la baisse par les grandes institutions internationales. Pour 2008, les projections du Fonds Monétaire International (FMI) tablent sur une croissance du PIB de 4,1%, soit une baisse de 0,7 point par rapport à son estimation d'octobre 2007.
- Au sein de la zone euro, la croissance du PIB est tombée à 0,4% durant le quatrième trimestre 2007, contre 0,7% pour le trimestre précédent. Ce chiffre laisse présager un avenir incertain pour 2008 d'autant que les différents indicateurs publiés par Eurostat (indice de confiance économique, indice du climat des affaires, inflation, prévision de croissance) sont clairement orientés à la baisse. Seules les statistiques relatives au marché du travail européen sont porteuses de bonnes nouvelles. Le chômage européen a connu un nouveau recul au cours de ce début d'année 2008 pour atteindre 7,2% en février dernier, ce qui constitue un record historique.
- Face aux facteurs d'incertitude que constituent la crise des crédits aux Etats-Unis et le contexte politique belge difficile, un ralentissement devrait également intervenir au niveau belge. Selon les dernières prévisions réalisées par le Bureau Fédéral du Plan, la croissance du PIB devrait avoir atteint 2,7% en moyenne annuelle en 2007 pour descendre à 1,9% en 2008. Cet affaiblissement est en grande partie dû à une baisse de la demande intérieure. En effet, d'après le Budget économique de l'Institut des Comptes Nationaux (ICN), la croissance des exportations ne devrait baisser que très peu (4,5% en 2008 contre 4,6% en 2007). Par contre, la demande intérieure, très dynamique en 2007 (2,9%), devrait nettement diminuer en 2008 (2,1%) et ce tant de la part des consommateurs que de la part des entreprises. En effet, en 2008, la progression du pouvoir d'achat devrait être freinée par la diminution des créations d'emplois et par l'accélération de l'inflation. Quant aux investissements, ils devraient continuer à dépasser la croissance du PIB mais seraient en net recul par rapport à 2007.
- L'indicateur de l'activité économique de la Région de Bruxelles-Capitale connaissait une augmentation dans la dernière édition de ce baromètre. Sur l'ensemble de l'année 2008, l'indicateur avancé de la conjoncture reste orienté à la hausse, comme dans les précédentes versions de cette publication. Cela laisse présager une période de conjoncture plutôt favorable pour les mois à venir au sein de la Région. L'économie bruxelloise, largement tributaire des services, pourrait en effet réagir plus tardivement (début 2009) au ralentissement, national et international, attendu en 2008.
- Au niveau du marché du travail bruxellois, contrairement au troisième trimestre 2007, on observe une chute dans le nombre de demandeurs d'emploi sur le quatrième trimestre qui se prolonge, voire s'accroît pour les mois de janvier et de février 2008. En termes de prédiction, notre indicateur avancé du marché du travail laisse présager une pression à la hausse de la part de la composante conjoncturelle du chômage pour les mois à venir. Néanmoins, étant donné que le cycle conjoncturel du nombre de demandeurs d'emploi montre une tendance à la baisse ces derniers mois, nous nous attendons plutôt à une légère augmentation, voire une stabilisation du nombre effectif de demandeurs d'emploi dans les mois à venir.

# I. Indicateurs conjoncturels à Bruxelles

## I.1. Evolution de l'indicateur coïncident de l'activité économique

L'indicateur composite de l'activité économique permet de refléter l'évolution actuelle de l'activité dans la Région de Bruxelles-Capitale. Cet indicateur est basé sur des données mensuelles. La disponibilité sur une période plus récente de cet indicateur "coïncident" permet de prolonger le cycle conjoncturel du produit intérieur brut (PIB) régional jusqu'en novembre 2007.

Afin de calculer cet indicateur, nous utilisons les composantes conjoncturelles des secteurs qui présentent l'évolution cyclique la plus semblable à celle du PIB régional. La production dans la Région de Bruxelles-Capitale est fortement spécialisée

dans les services et cet indicateur "coïncident" a été construit de façon à refléter cette structure tertiaire de la Région. L'indicateur agrège les évolutions conjoncturelles du chiffre d'affaires provenant de cinq activités tertiaires, à savoir, le commerce de gros, le transport urbain et routier, les postes et télécommunications, les activités informatiques et, enfin, les services aux entreprises.

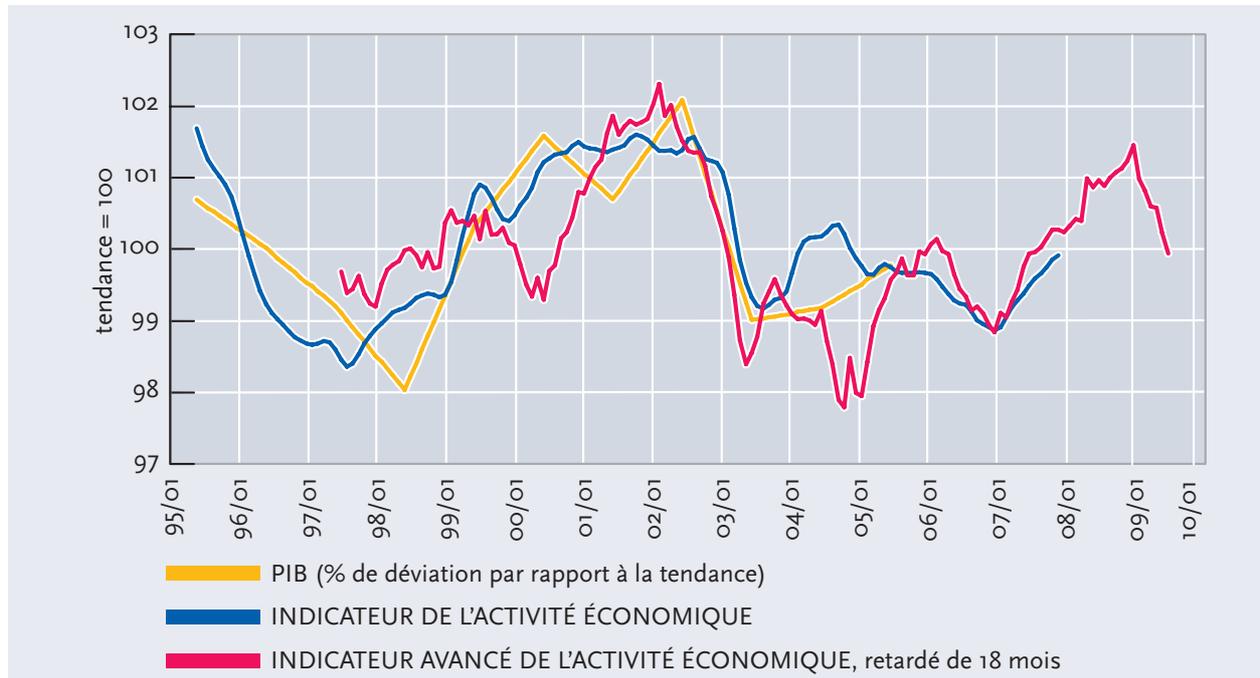
L'indicateur composite ainsi obtenu concorde bien avec le cycle conjoncturel du PIB de la Région. Il peut donc servir de série de référence pour l'étape suivante qui vise à établir un indicateur avancé de l'activité économique.

## I.2. Evolution de l'indicateur avancé de l'activité économique

L'indicateur avancé de l'activité économique anticipe la série de référence de l'activité économique, à savoir l'indicateur "coïncident" d'environ 18 mois. Il est construit sur base du cycle conjoncturel de deux séries qui présentent un caractère avancé par rapport à la série de référence. Il s'agit premièrement de la prévision des entrepreneurs du secteur des services aux entreprises concernant la demande générale, d'après l'enquête de la Banque Nationale de Belgique (BNB). Deuxièmement, l'indice des entrées de commandes dans l'industrie selon le SPF Economie est pris en compte. Ces séries ont été choisies car elles sont pertinentes économiquement, disponibles mensuellement et rapidement, et elles ont en outre un caractère précurseur.

Les 18 mois d'avance de cet indicateur sur la série de référence semblent relativement longs mais reflètent raisonnablement le temps nécessaire pour qu'une prévision de demande ou qu'une nouvelle commande se matérialise et se traduise in fine en une vente inscrite dans les déclarations de TVA. En théorie, le cycle de l'activité économique peut donc faire l'objet d'une prévision à plus d'un an. Néanmoins, la prudence dans l'utilisation de cet outil assez récent et la plus grande incertitude liée aux dernières observations nous invitent à nous focaliser en priorité sur l'évolution attendue pour le trimestre à venir.

GRAPHIQUE 1: Comparaison de l'indicateur composite avancé de l'activité économique avec l'évolution conjoncturelle selon l'indicateur de l'activité économique et le PIB de la Région de Bruxelles-Capitale



Source: ICN, SPF Economie-DGSIE, BNB et calculs propres.

Le graphique 1 présente le cycle conjoncturel du PIB régional, l'indicateur "coïncident" qui le reflète et l'indicateur avancé (décalé de 18 mois) qui l'anticipe. Au mois de janvier dernier, l'Institut des Comptes Nationaux (ICN) a mis à jour les chiffres de PIB. C'est pourquoi, dans cette édition du baromètre, le cycle conjoncturel du PIB régional et l'indicateur "coïncident" changent sensiblement par rapport aux éditions précédentes.

On constate que les évolutions de l'indicateur avancé et de l'indicateur "coïncident" de l'activité économique concordent assez bien avant 2004. La relance de la croissance du PIB bruxellois des années 2000-2002 ainsi que l'important ralentissement jusqu'en 2004 sont représentés. D'après le cycle conjoncturel du PIB régional, la reprise a eu lieu plus tôt à Bruxelles (dès la mi-2003) tandis que le retournement conjoncturel ne s'est opéré que vers la mi-2005 au niveau national selon la courbe synthétique globale de la BNB. Ce net regain conjoncturel bruxellois ne devrait sans doute pas durer car dès 2005, l'indicateur "coïncident" baisse à nouveau. Conformément aux estimations nationales de PIB, la fin de l'année 2006 se présente plutôt en demi-teinte.

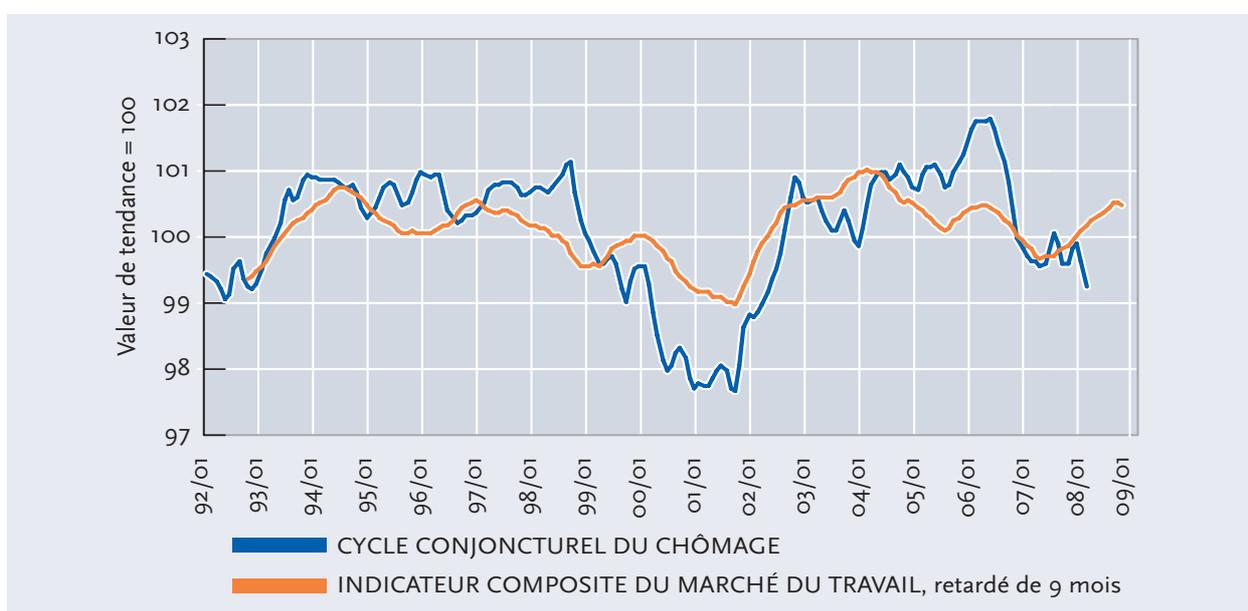
Sur la base de l'indicateur "coïncident" de l'activité économique et de l'indicateur avancé de la conjoncture, une reprise était attendue dès le début de l'année 2007. Sur l'ensemble de l'année 2008, l'indicateur avancé reste orienté à la hausse, comme dans les précédentes versions de cette publication. Cela laisse présager une période de conjoncture plutôt favorable pour les mois à venir à Bruxelles. L'économie de services bruxelloise pourrait en effet réagir plus tardivement au ralentissement, national et international, attendu en 2008. A plus longue échéance, au début de 2009, on pourrait néanmoins voir apparaître un recul conjoncturel comme le montre l'indicateur avancé. Il est possible, en effet, que l'évolution actuelle plutôt défavorable du contexte international, et peut-être le contexte politique belge difficile, aient finalement des répercussions défavorables sur l'économie bruxelloise. Ceci pourrait se traduire en une baisse des ventes enregistrées au début de l'année prochaine. Ce possible retournement restera à vérifier dans les prochaines éditions du baromètre.

### 1.3. Evolution de l'indicateur avancé du marché du travail

L'indicateur avancé du marché du travail permet de prévoir l'évolution conjoncturelle du nombre de demandeurs d'emploi à Bruxelles. Son caractère prévisionnel optimal est estimé à neuf mois. Il a été réalisé à partir de deux séries lissées et désaisonnalisées. La première est l'indice Federgon qui rend compte de l'évolution de l'activité intérimaire en Belgique, l'intérim étant réputé réagir relativement vite aux changements dans la demande de travail. La seconde série

est le nombre d'emplois vacants reçus et gérés par Actiris qui donne également un signal précoce de l'évolution de la demande. Les dernières données récoltées pour les deux statistiques concernent le mois de janvier pour l'indice Federgon et le mois de février pour le nombre d'offres d'emploi reçues et gérées par Actiris. Les chiffres les plus récents relatifs au nombre de demandeurs d'emplois concernent le mois de février 2008.

GRAPHIQUE 2: Comparaison de l'indicateur avancé du marché du travail avec la composante conjoncturelle du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés en Région de Bruxelles-Capitale



Source: Actiris, Federgon et calculs propres.

La composante conjoncturelle du nombre de demandeurs d'emplois inoccupés dans la Région de Bruxelles-Capitale est présentée au graphique 2. Celui-ci compare cette statistique avec notre indicateur avancé du marché du travail décalé de 9 mois.

Ce dernier laisse présager une recrudescence dans le nombre de chômeurs pour les mois à venir. Une partie de l'explication résiderait dans la légère baisse de l'activité intérimaire observée ces derniers mois. L'indice Federgon revêt en effet un poids important dans le calcul de notre indicateur avancé du marché du travail. Néanmoins, nous pensons que cette prévision à la baisse doit être interprétée avec beaucoup de prudence, essentiellement pour deux raisons. Premièrement, le cycle conjoncturel des demandeurs d'emploi est clairement orienté à la baisse depuis quelques mois. Le quatrième trimestre 2007 s'est caractérisé par une légère chute du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés.

Cette décroissance s'est poursuivie, voir même accrue durant les mois de janvier et février 2008. Une explication résiderait dans la conjoncture favorable telle que prédite par l'indicateur avancé de l'activité économique à Bruxelles en 2008. Deuxièmement, le marché du travail bruxellois a connu des changements structurels importants depuis 2006, au travers du développement du Plan d'accompagnement et de suivi des chômeurs et de la mise en commun des offres d'emploi des trois organismes régionaux de placement.

Par conséquent, plutôt que de mener une interprétation hâtive de la présente prévision, nous pensons qu'il serait plus sage d'attendre la publication des prochaines statistiques portant sur le marché du travail bruxellois. Ces dernières nous apporteront probablement des éclaircissements supplémentaires quant à l'évolution du cycle conjoncturel du nombre de demandeurs d'emploi au sein de la Région.

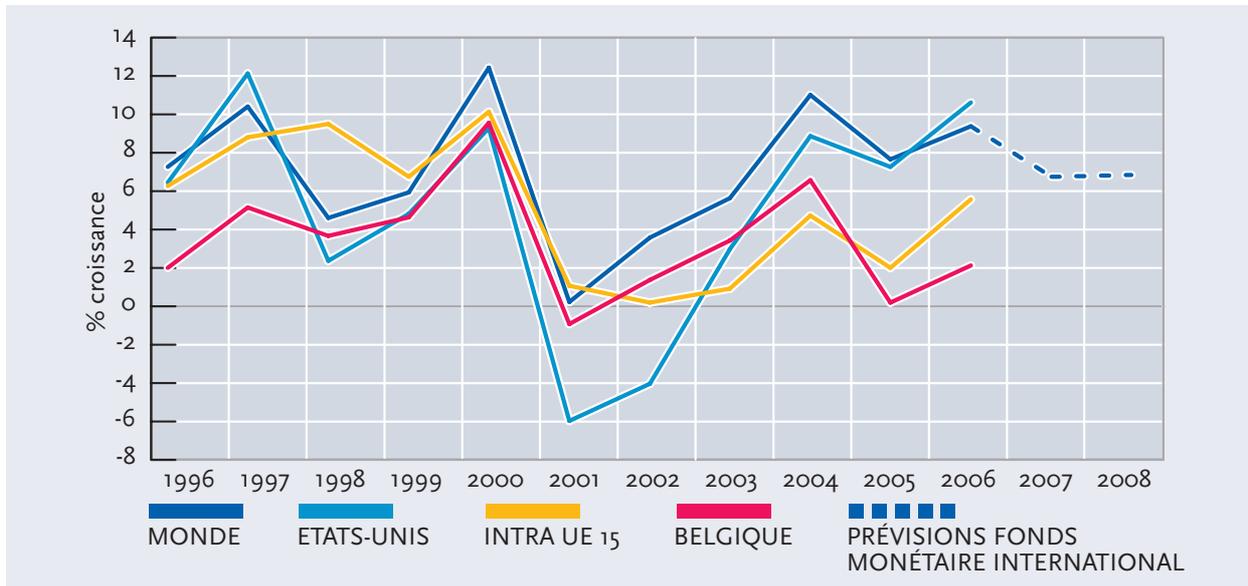
## 2. Tableaux de bord

### 2.1. Contexte international

Malgré un net ralentissement dans l'évolution des PIB nationaux durant le dernier trimestre et des révisions à la baisse de la part des différentes institutions internationales, l'année 2007 s'est clôturée sur des résultats globalement satisfaisants en termes de croissance mondiale (4,9% selon le FMI). Elle a été principalement stimulée par les pays émergents, au premier rang desquels figure la Chine et ce, malgré le nouvel accroissement des prix des matières premières et des turbulences sur les marchés financiers. Il semblerait donc que, pour 2007, les répercussions de la crise du marché américain des crédits hypothécaires à

haut risque soient restées circonscrites aux Etats-Unis. Ces derniers ont essuyé des chiffres particulièrement mauvais au cours du quatrième trimestre 2007, la croissance trimestrielle américaine ayant brutalement décéléré à 0,6% contre 0,9% au trimestre précédent. Les indicateurs couvrant cette période font état d'une détérioration au niveau de la consommation et du secteur de la construction. Par conséquent, l'année 2007 s'est soldée aux Etats-Unis par un net ralentissement avec une croissance ne dépassant pas les 2,2%, son rythme le plus faible sur les cinq dernières années.

GRAPHIQUE 3: Evolution du commerce mondial en termes réels, 1996-2007



Source: Eurostat, Banque Nationale de Belgique, OMC, Bureau of census, FMI.

Au niveau mondial, les perspectives s'annoncent néanmoins plus moroses pour 2008. Le début d'année s'est caractérisé par un flot d'incertitudes quant aux conséquences globales de la crise des prêts hypothécaires américains au niveau mondial, conduisant à un assombrissement des prévisions économiques. Il est très difficile de mesurer l'ampleur des dégâts, étant donné la multiplication et l'interdépendance des facteurs potentiels d'aggravation de la situation tels que la contagion de la crise au marché immobilier, de lourdes pertes dans le secteur bancaire, un resserrement des normes de crédit ou encore des conséquences sur l'ensemble du système financier. L'incertitude montante freine la prise de décisions des agents économiques et conduit à une forte volatilité sur les marchés financiers. Le FMI a ainsi revu ses prévisions à la baisse, estimant la croissance mondiale à 4,1% en 2008, soit une baisse de 0,3 point par rapport à ses projections d'octobre 2007. En outre, il y a de fortes chances pour que cette croissance reste orientée à la baisse.

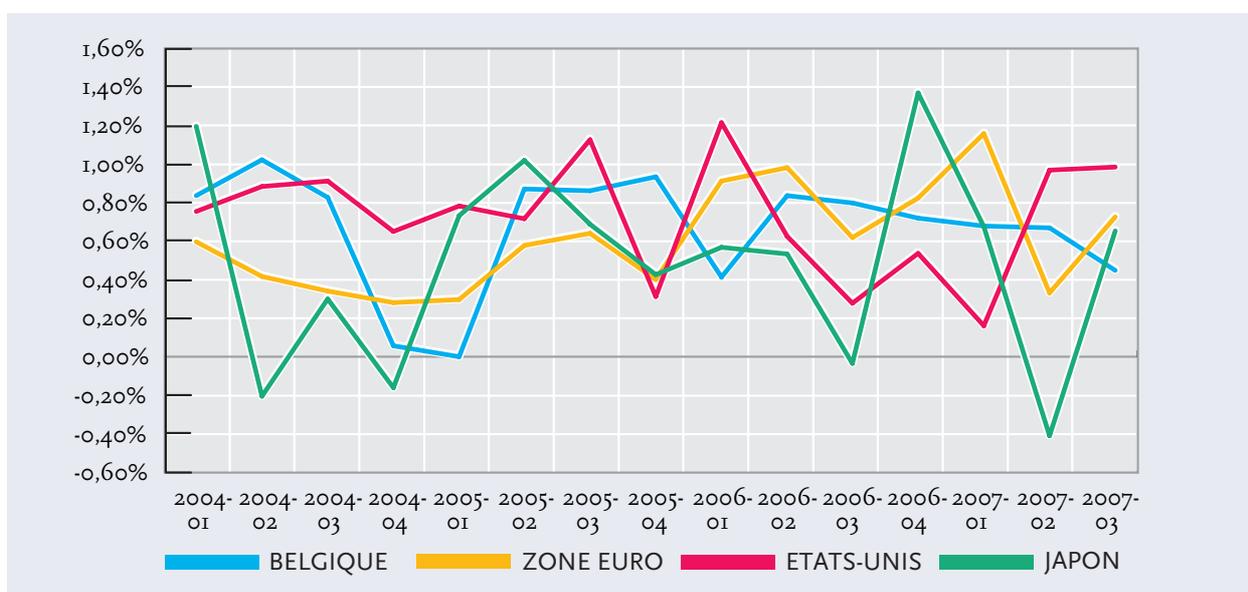
L'économie américaine a continué à se détériorer au début de l'année 2008. Les indicateurs d'activité ne cessent de se dégrader et laissent peu d'espoir quant à l'évolution à court terme du PIB. Néanmoins, et malgré les annonces alarmantes de la presse, les Etats-Unis devraient pouvoir éviter la récession, notamment grâce à l'apport largement positif du commerce extérieur. Les prévisions pointent un ralentissement de la croissance en 2008, qui s'établirait à 1,5%. Afin de relancer l'éco-

nomie, une "Policy mix" a été instaurée au travers d'une baisse du taux objectif par la Fed et de la mise en place d'un plan de soutien budgétaire dépassant 1% du PIB par l'administration Bush.

Au Japon, le PIB a progressé de 0,9% au quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent, à la grande surprise des analystes. Il s'agit du deuxième trimestre consécutif de croissance pour la deuxième économie mondiale. Le PIB nippon avait augmenté de 0,3% au troisième trimestre 2007, après s'être contracté de 0,4% au deuxième trimestre. La croissance annuelle est estimée à 2,1% pour 2007, avec une contribution de la demande intérieure, au travers de l'investissement productif, à hauteur de 0,9 point et des exportations nettes de 1,2 points. Ces agrégats ont plus que compensé la forte dégringolade des investissements immobiliers faisant suite à un changement législatif induisant des retards dans l'octroi des permis de bâtir. Pour 2008, la croissance devrait avoisiner les 1,5% sous réserve d'une accentuation de la détérioration de la situation économique aux USA.

En Europe, la conjoncture s'est encore relativement peu dégradée. Néanmoins, au vu de certains indicateurs tels que l'indice de confiance économique ou l'indice du climat des affaires, il semble que le ralentissement de l'économie américaine entraînera des répercussions négatives pour l'Europe en 2008. Si en 2006, la zone euro a connu une forte croissance de

GRAPHIQUE 4: Evolution trimestrielle du PIB en euros chaînés\*



\* Croissance à un trimestre d'intervalle, données désaisonnalisées et corrigées des effets calendaires, année de référence 2000.  
Source: Eurostat.

son PIB (2,8%), en 2007, cette dernière a légèrement fléchi pour atteindre 2,6%, dépassant néanmoins pour la première fois depuis 2001 celle des Etats-Unis. Alors que l'économie américaine a subi les effets de son marché immobilier, l'économie européenne a été soutenue par le dynamisme de la demande intérieure. Toutefois, au cours du quatrième trimestre 2007, sous l'effet de la crise financière mondiale, du ralentissement de l'économie américaine et de la flambée des prix des matières premières, la croissance trimestrielle du PIB est tombée à 0,4%, contre 0,7% pour le trimestre précédent. Ce chiffre laisse présager un avenir incertain pour l'année 2008, bien que celle-ci ait débuté sur des notes festives à la suite de l'adhésion de Chypre et de Malte au sein de la zone euro, qui compte désormais 15 membres. Les derniers indicateurs publiés par Eurostat ne sont guère porteurs de bonnes nouvelles. L'indice de confiance économique de février, qui résume l'opinion des chefs d'entreprises, a atteint son niveau le plus bas depuis décembre 2005, à savoir 100,1 points. Celui mesurant le climat des affaires a également fléchi. Les prévisions de croissance ont été ramenées à 1,8% au lieu de 2,2%. Quant à l'inflation, sous la pression de la flambée des prix du pétrole mais également par le renchérissement des tarifs alimentaires, elle a atteint son niveau le plus haut depuis la production de statistiques pour la zone euro en 1997 (3,2%). Les chiffres relatifs au marché du travail sont, par contre, plus encourageants. Le taux de chômage a atteint 7,2% en février 2008, son niveau historiquement le plus bas.

La Chine et d'autres pays émergents, au travers de leur poids croissant, exercent une pression positive non négligeable dont les effets se font sentir au niveau de l'économie mondiale. Malgré un recul dans les exportations, les pays émergents et en développement restent pour l'instant sur la voie d'une expansion vigoureuse, la Chine et l'Inde toujours en tête. Ces pays bénéficient de la grande vitalité de leur demande intérieure, de politiques macroéconomiques plus disciplinées et dans le cas des exportateurs de matières premières, de la montée des cours des produits énergétiques et alimentaires. Selon les dernières prévisions du FMI, la croissance devrait toutefois fléchir dans les pays émergents et en développement, passant de 7,8% en 2007 à 6,9% en 2008.

Face à la situation actuelle, caractérisée par une accélération de l'inflation mais également par un ralentissement de la croissance économique, les banques centrales (sur-

tout la BCE, la Fed et la Banque d'Angleterre) se trouvent face à un choix cornélien. Si une baisse des taux directeurs permettrait de relancer leur économie, il faudrait les relever afin d'enrayer l'inflation.

Aux Etats-Unis, la Réserve fédérale américaine (Fed) se préoccupe désormais davantage d'une éventuelle récession que d'une accélération de l'inflation. Elle a donc pris l'option de baisser son taux de refinancement. Ainsi, de 5,25% en septembre 2006, le taux directeur américain est aujourd'hui passé à 3%, à savoir un niveau inférieur à celui prévalant dans la zone euro. Au cours des mois de janvier et de février, la Fed a procédé à deux baisses à moins d'une semaine d'intervalle, dans un contexte de crise boursière et de crainte de récession. La première a eu lieu par surprise et s'est élevée à 0,75 point. Il s'agit de la baisse de taux la plus importante en 26 ans. La Banque d'Angleterre a suivi la même voie, mais dans des proportions moindres.

L'objectif prioritaire de la Banque Centrale Européenne (BCE) est la stabilité des prix, définie par un taux d'inflation ne dépassant pas les 2%. Or, face au contexte actuel, plutôt qu'une baisse de la croissance, elle craint davantage un effet de spirale inflationniste, via des hausses de salaires sous les pressions syndicales européennes. Elle a rappelé à plusieurs reprises que les tensions inflationnistes étaient plus que vraisemblablement provisoires, appelant ainsi les partenaires sociaux à conclure des accords salariaux modérés. En outre, l'Institut de Francfort, malgré les pressions internationales la poussant à imiter la Fed, a préféré opter pour le statu quo, laissant son principal taux directeur inchangé à 4% et ce, en dépit d'un risque de ralentissement de l'économie. Néanmoins, étant donné l'ampleur des incertitudes, la BCE a envisagé pour la première fois, fin février, la possibilité de baisser ses taux dans un futur proche, dans le cas où l'impact de la crise financière américaine devrait s'étendre de manière trop importante sur l'économie de la zone euro. En outre, le dilemme auquel doit faire actuellement face la BCE s'est vu parfaitement illustré à la mi-mars. Etant donné l'accentuation de la crise financière, celle-ci a en effet injecté 60 milliards d'euros de liquidité à trois mois dans le cadre d'une action coordonnée des principales banques centrales des pays avancés (la Fed, la BCE et les banques centrales britanniques, canadienne et suisse), similaire à celle du mois de décembre 2007.

TABLEAU 1: Evolution du cours de change du dollar US par rapport à l'Euro

Dollars US par euro		
	Moyenne de la période	Fin de la période
2007-09	1,3896	1,4179
2007-10	1,4227	1,4447
2007-11	1,4684	1,4761
2007-12	1,4570	1,4721
2008-01	1,4718	1,4870
2008-02	1,4748	1,5167

Source: BCE.

Le cours de change du dollar américain par rapport à l'euro est donné au tableau 1. Le dollar n'a eu de cesse de dégringoler depuis la mi-novembre 2005 reflétant l'essoufflement de l'économie américaine caractérisée par une dette publique et un déficit commercial importants et frappée par une crise financière d'envergure. A chaque mauvaise nouvelle concernant l'état de santé de l'économie américaine, la devise européenne, sou-

nue par l'écart grandissant entre les taux américains et ceux de la zone euro, gagne du terrain face au dollar, battant à plusieurs reprises son propre record. La barre symbolique des 1,5 dollars pour 1 euro envisagée dans le précédent baromètre a été atteinte fin février. Au moment de la publication de ce baromètre, un euro s'échangeait contre 1,5796 dollars<sup>1</sup>. En termes d'évolution, après près de 10 ans d'existence, la monnaie unique s'est appréciée de 29%. Par rapport à son score le plus mauvais, en octobre 2000 où l'euro s'échangeait contre 0,8230 dollars, elle a grimpé de 82%. A noter qu'en 2007, les Etats-Unis ont réduit pour la première fois leur déficit commercial en 6 ans. Pour certains observateurs, il s'agit d'un signe précurseur qui plaide en faveur d'un raffermissement du dollar.

L'effondrement du dollar par rapport à différentes devises a contribué à la hausse des prix des matières premières. Un dollar plus faible rend les matières premières libellées en dollar plus attractives pour les investisseurs achetant avec d'autres devises. En outre, ce marché particulier a été caractérisé par une affluence des spéculateurs fuyant la volatilité des marchés boursiers.

GRAPHIQUE 5: Evolution du prix du pétrole brut



Source: U.S. Department of Energy, Energy Information Administration.

Comme le montre le graphique 5, le prix du pétrole (Brent de la Mer du Nord) n'a cessé de croître au cours de la dernière décennie, malgré quelques baisses conjoncturelles. A plus court terme, l'année

2008 a très mal débuté. Début janvier, le cours du pétrole a atteint un nouveau record en emmenant le prix du baril à 98,45 USD. Ce dernier a ensuite baissé dans le courant du mois étant donné les

<sup>1</sup> En date du 28 mars 2008.

craintes d'une dégradation de la situation économique aux Etats-Unis pour l'année 2008. Cette trêve n'a pas duré, la hausse des prix des hydrocarbures a repris de plus belle à partir de février sous l'afflux des spéculateurs sur le marché des matières premières. En outre, cette période s'est également caractérisée par une intensification des tensions géopolitiques, au travers des regains de violences au Nigeria - premier producteur de brut africain-, des différends

juridiques opposant le géant pétrolier ExxonMobil et le Venezuela et des troubles incessants à la frontière turco-irakienne. Enfin, lors de sa réunion du 5 mars, l'OPEP a décidé de maintenir sa production à 29,67 millions de barils par jour et ce, en dépit des pressions internationales pour une augmentation de l'offre afin de freiner l'envolée des cours. Dans les semaines qui suivirent, le baril de Brent a atteint le niveau historique de 109,16 USD.

## 2.2. Développements macroéconomiques nationaux et régionaux

La croissance du PIB belge devrait avoir atteint 2,7% en moyenne annuelle en 2007 selon les dernières prévisions réalisées par le Bureau Fédéral du Plan (BFP) au nom de l'Institut des Comptes Nationaux (ICN)<sup>2</sup> (tableau 2). Néanmoins, face aux facteurs d'incertitude que constituent la crise des crédits aux Etats-Unis et le contexte politique belge difficile, un ralentissement devrait intervenir. Le BFP prévoit donc une croissance du PIB de 1,9% en 2008.

D'après le Budget économique du 11 janvier 2008 de l'Institut des Comptes Nationaux, la croissance des exportations ne devrait diminuer que très peu (4,5% en 2008 contre 4,6% en 2007). Quant à la demande intérieure, très dynamique en 2007

(2,9%), elle devrait nettement s'affaiblir en 2008 (2,1%) et ce tant de la part des consommateurs que de la part des entreprises. En effet, en 2007, le pouvoir d'achat des particuliers a été soutenu par les nouvelles créations d'emplois, la hausse des salaires et l'augmentation des revenus de la propriété. Ce climat économique favorable a dynamisé les dépenses des ménages lors des trois premiers trimestres de 2007, diminuant par là-même l'épargne. En 2008, la progression du pouvoir d'achat devrait être freinée par la diminution des créations d'emplois et par l'accélération de l'inflation. Quant aux investissements, en 2008, ils devraient continuer à dépasser la croissance du PIB mais seraient en net recul par rapport à 2007 (7% en 2007 contre 3,4% en 2008).

TABLEAU 2: Taux de croissance annuelle du PIB en volume : comparaison entre la Région de Bruxelles-Capitale, le Royaume et l'UE-15

	Région de Bruxelles-Capitale	Belgique	UE-15
2000	3,5	3,7	3,8
2001	1,9	0,8	1,9
2002	3,4	1,5	1,1
2003	0,3	1,0	1,2
2004	2,5 (0,5)	3,0	2,3
2005	2,7 (1,1)	1,7	1,7 (0,1)
2006		2,8	2,8
2007(e)		2,7	2,6 (-0,1)
2008(e)		1,9 (-0,2)	2,2

(e) Estimations. Entre parenthèses: différence par rapport au dernier baromètre.  
Source: Eurostat, ICN, BNB.

<sup>2</sup> "Budget Economique, Prévisions économiques 2008", Institut des Comptes Nationaux (ICN), 11 janvier 2008.

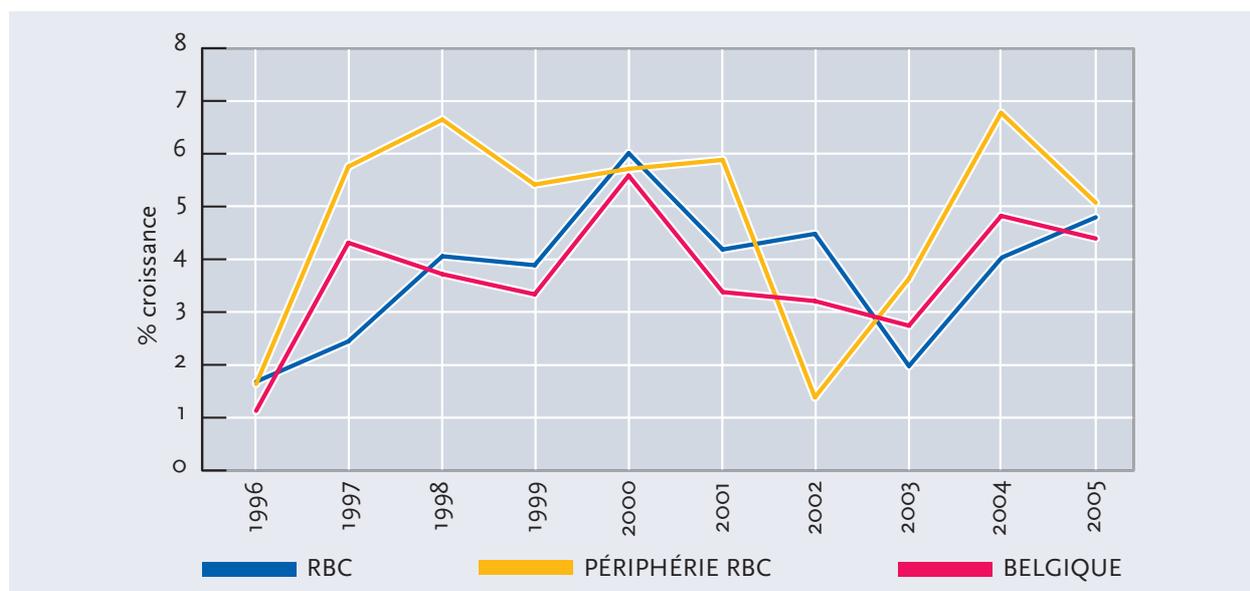
L'évolution de l'économie belge suit généralement le schéma conjoncturel européen puisque notre pays tire une partie importante de ses revenus des exportations, qui sont destinées en grande partie aux autres pays membres de l'Union européenne. Les estimations du PIB en volume de l'UE-15 ont également été revues. Comme on peut le voir dans le tableau 2, l'année 2008 devrait atteindre de meilleurs résultats au niveau européen qu'au niveau belge.

En ce qui concerne le PIB de la Région de Bruxelles-Capitale, de nouvelles observations ont été publiées par l'Institut des Comptes Nationaux pour 2004 et 2005 en janvier. La croissance du PIB à prix courants en 2005 s'était finalement avérée meilleure (4,6%) qu'en moyenne dans le pays (4,2%). De plus, la structure sectorielle largement tertiaire de l'écono-

mie bruxelloise semble l'avoir rendue moins sensible à la hausse des prix enregistrée en 2005. Dès lors, comme l'indique le tableau 2, à prix constants, la Région avait enregistré une croissance de son PIB largement plus favorable (2,7%) que le Royaume dans son ensemble (1,7%).

Les caractéristiques sectorielles propres à Bruxelles peuvent sans doute expliquer le décalage entre le profil conjoncturel de la Région et celui du Royaume. Ainsi, en 2001 et 2002, Bruxelles poursuivait sa croissance à un rythme plus soutenu que le reste de la Belgique (cf. graphique 6). En 2003, la valeur ajoutée bruxelloise a chuté brutalement et ne s'est pas aussi bien rétablie en 2004. Cependant, depuis 2005 nous assistons à une légère reprise en moyenne annuelle.

GRAPHIQUE 6: Croissance annuelle de la valeur ajoutée brute en Région de Bruxelles-Capitale, dans les arrondissements de la périphérie\* et en Belgique



\* La périphérie est définie comme le Brabant wallon et le Brabant flamand.

Source: ICN.

Comme nous l'indiquions déjà dans les éditions précédentes de ce baromètre, la croissance économique de la périphérie bruxelloise reste, depuis quelques années, globalement plus élevée que celle de la Région bruxelloise au sens strict, ou même que celle du Royaume (graphique 6). En effet, rappelons que la fonction centrale de Bruxelles déborde du strict territoire régional. Les arrondissements limitrophes de la Région, à savoir Louvain, Hal-Vilvorde et Nivelles, disposent de plus grands espaces et peuvent donc accueillir une production

davantage industrielle. Leur situation particulière leur confère ainsi un profil de croissance plus marqué et largement en expansion ces dernières années. Cependant, même si en 2005 la croissance de la périphérie reste plus importante qu'à Bruxelles et en Belgique, il n'y a qu'à Bruxelles que celle-ci ne connaît pas un recul. Le graphique 6 montre qu'en 2005 le taux de croissance de la VA à prix courants des deux Brabants s'est élevé à 5%, celui de la Belgique à 4,4% et celui de Bruxelles à 4,8% contre respectivement 6,8%, 4,9% et 4,1% en 2004.

### • Inflation

TABLEAU 3: Evolution de l'indice des prix à la consommation

	Indice (2004 = 100)	Taux de croissance annuelle (%)
2007-07	106,6	1,4
2007-08	106,4	1,1
2007-09	106,5	1,5
2007-10	107,1	2,2
2007-11	108,1	2,9
2007-12	108,4	3,1
2008-01	108,8	3,5
2008-02	109,6	3,6
2008-03 (e)	110,0	4,0
2008-04 (e)	110,1	3,6
2008-05 (e)	110,2	3,8
2008-06 (e)	110,3	3,9

(e) Estimations.

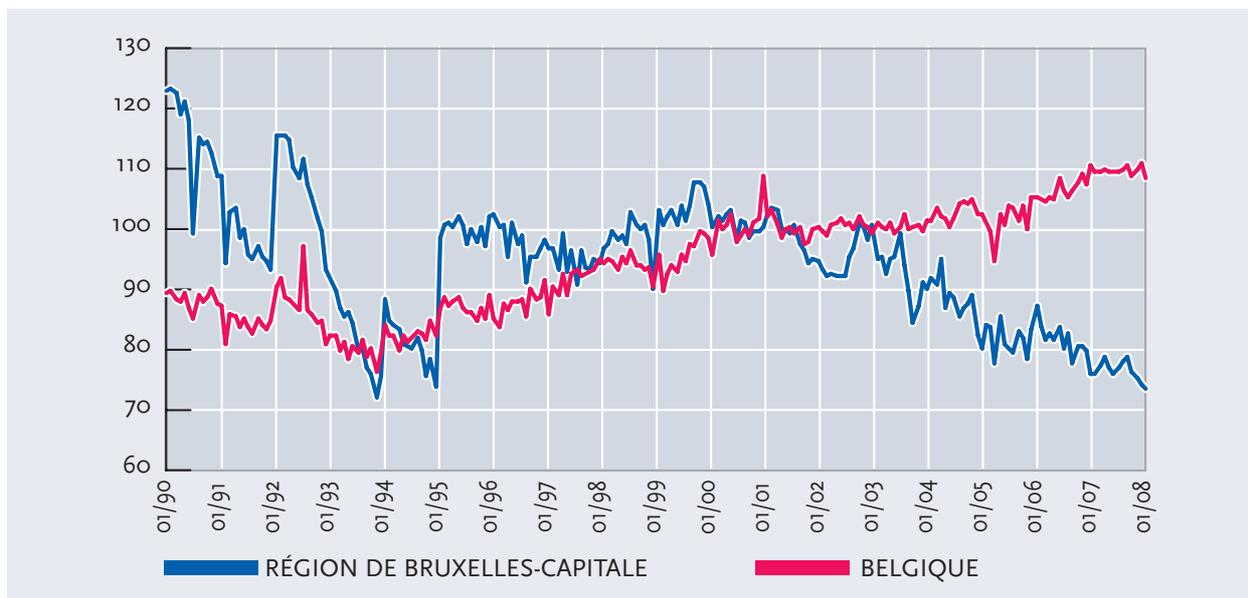
Source: Bureau Fédéral du Plan.

Compte tenu de l'étroitesse du territoire, des flux économiques qui traversent les différentes régions et des mécanismes communs d'indexation, les informations régionales relatives aux prix sont généralement reprises de statistiques nationales. Depuis la parution du Budget économique du 11 janvier 2008, les perspectives d'inflation pour 2008 ont été revues à la hausse. L'inflation s'est accélérée cette année en Belgique. En effet, sur base des prévisions mensuelles, le taux d'inflation annuel devrait s'élever à 3,5% en 2008, contre 1,8% en 2007. Comme nous l'avons vu plus haut, ceci est lié à l'accroissement des prix des produits alimentaires et énergétiques. Après le franchissement de l'indice pivot en décembre 2007, le BFP prévoit le suivant en avril 2008. La BNB explique dans son analyse de l'évolution de l'inflation en Belgique que les mécanismes d'indexation ne se déclanchent qu'avec un certain retard, à court terme, cette accélération de l'inflation se traduit par une diminution du pouvoir d'achat.

## 2.3. L'économie bruxelloise

### • La production industrielle

GRAPHIQUE 7: Evolution de la production industrielle en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique (indices 2000=100)



Source: SPF Economie-DGSIE.

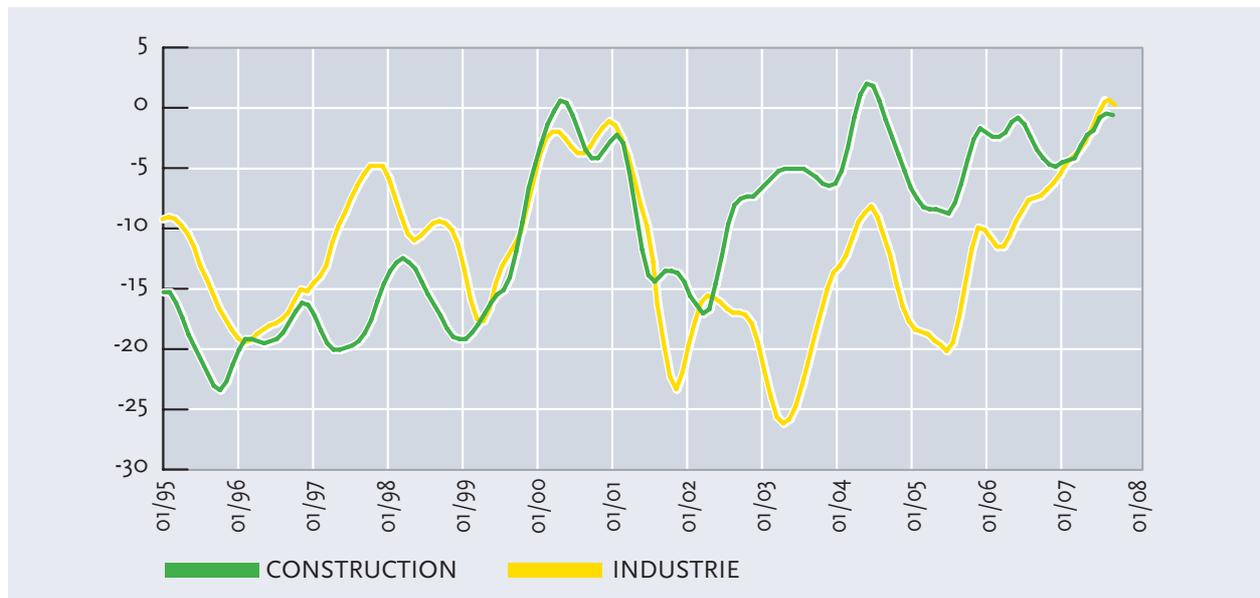
Le caractère urbain de la Région bruxelloise la prédispose moins que les autres régions à un développement de l'industrie. Des écarts entre la Région et le reste du pays peuvent d'ailleurs apparaître au travers de plusieurs indicateurs statistiques tels que la contribution de l'industrie à la croissance du PIB régional (cf. infra tableau 12) ou l'indice de la production industrielle (graphique 7). En effet, certaines branches industrielles qui connaissent une croissance rapide ces dernières années, telles que la chimie, sont moins représentées à Bruxelles.

On observe qu'une reprise de la production industrielle s'est manifestée en Belgique à partir de la mi-2005. Bien que le cycle conjoncturel de la production se soit, lui aussi, réorienté à la hausse sur cette période à Bruxelles, il n'a permis qu'une stabilisation du niveau de la production industrielle étant donné la tendance sous-jacente très négative, et ce, jusqu'au deuxième semestre de 2006, comme le laisse apparaître le graphique 7. Celui-ci représente les indices de la production industrielle en Belgique et à Bruxelles, publiés par le SPF Economie. La fin de l'année 2006 a ensuite été marquée par la restructuration des activités de la

société VW (devenue Audi Brussels) à Forest. L'indice bruxellois était donc au plus bas au début de l'année 2007. Après avoir connu une certaine remontée à la fin du deuxième et au début du troisième trimestre, la fin de l'année 2007 est caractérisée, à nouveau, par une diminution du cycle conjoncturel de la production industrielle à Bruxelles. Depuis le début de l'année 2007, l'évolution bruxelloise reste ainsi globalement parallèle à l'évolution nationale de l'indice.

Cependant, la confiance des entrepreneurs bruxellois de l'industrie reste globalement, orientée à la hausse même si elle connaît une diminution au cours du mois d'octobre 2007. Depuis juillet 2007, la valeur chiffrée de la courbe synthétique de l'industrie manufacturière est même positive. C'est également le cas depuis septembre 2007 pour la courbe de l'industrie de la construction. De plus, la confiance des entrepreneurs bruxellois semble avoir été peu ébranlée par la diminution de la production de la fin de 2006, comme l'indique le graphique 8 dont les données sont issues de l'enquête sur la conjoncture conduite par la Banque Nationale de Belgique (BNB).

GRAPHIQUE 8: Enquête sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière et la construction en RBC\*



Source: BNB  
\* Données désaisonnalisées et lissées.

Tant dans l'industrie manufacturière que dans la construction, on observe le regain de confiance qui caractérisait la période de forte

croissance de 2000-2001, le creux qui s'ensuit de 2002 à 2004 et la reprise, évoquée ci-dessus, à partir du second semestre de 2005.

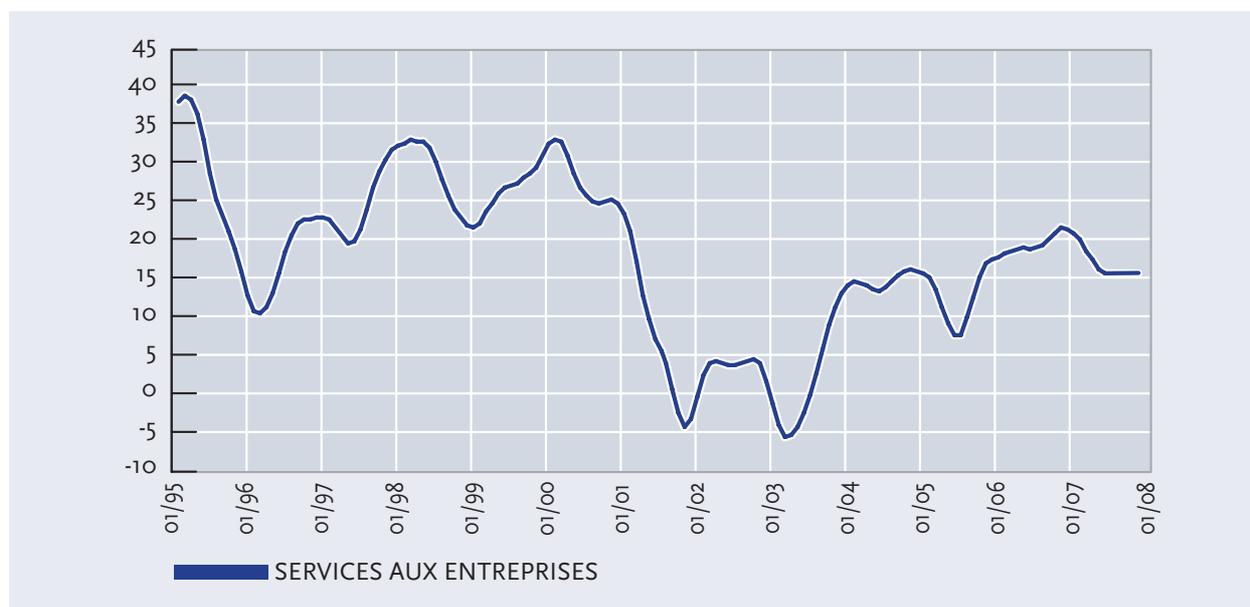
#### • Les services: nouvelles données sur la confiance des entreprises

Contrairement à l'industrie, la tendance de l'activité tertiaire est en hausse à Bruxelles. Les versions précédentes du baromètre conjoncturel ont eu l'occasion de le montrer. Elles ont aussi souligné que les fluctuations conjoncturelles (liées aux statistiques de chiffre d'affaires) étaient moins marquées dans les services que dans l'industrie et qu'elles ne coïncidaient pas nécessairement. Aujourd'hui, ces analyses conjoncturelles peuvent être complétées par une information relative à la confiance des chefs d'entreprises.

Le graphique 9 présente les résultats désaisonnalisés et lissés de l'enquête de la conjoncture menée par la BNB pour les services. Afin que cette

enquête puisse rendre compte de façon significative de la confiance des entreprises de la Région bruxelloise, l'IBSA a demandé à la BNB d'augmenter l'échantillon interrogé dans la capitale. Cet élargissement a été réalisé au premier semestre de l'année 2007. Tout comme dans l'enquête nationale, ce sont les entrepreneurs de la branche des services aux entreprises qui sont interrogés. Pour rappel, avec les services d'intermédiation financière, les services aux entreprises représentent la part la plus importante de la valeur ajoutée marchande à Bruxelles. Il s'agit aussi de l'une des cinq branches qui entrent dans la composition de l'indicateur "coïncident" de l'activité économique bruxelloise présenté au premier chapitre.

GRAPHIQUE 9: Enquête sur la conjoncture dans les services aux entreprises en RBC\*



Source: BNB

\* Données désaisonnalisées et lissées

Comme nous l'indiquions déjà dans la dernière édition du baromètre, les réponses des entrepreneurs de cette branche présentent un score synthétique positif nettement supérieur à celui observé dans l'industrie. La courbe n'atteint pas les niveaux élevés qu'elle a connus à la fin des années nonante et au début des années 2000. Cependant, la confiance des entreprises semble s'être retournée à partir de la mi-2005, tout comme le cycle conjoncturel du

chiffre d'affaires de cette branche repris dans l'indicateur de l'activité économique. Cette augmentation se serait légèrement essouffée au cours de l'année 2006 et, après un pic en novembre, la confiance aurait terminé l'année sur une note plutôt négative. La baisse de confiance des entrepreneurs serait cependant ralentie depuis le second trimestre de 2007 et se stabiliserait aux alentours de 15,3 sur la période allant de juillet à octobre 2007.

## 2.4. Marché du travail

### • Emploi intérieur

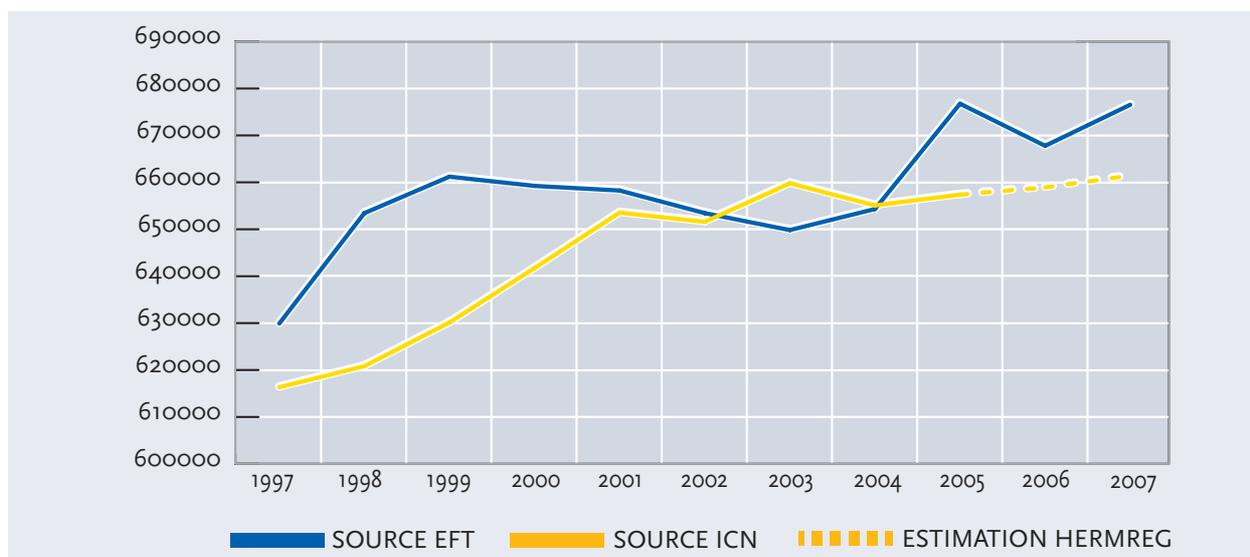
TABLEAU 4: Emploi intérieur total (% de croissance par an)

	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2003	4 070 419 (0,01)	649 273 (-0,55)
2004	4 139 174 (1,69)	653 808 (0,70)
2005	4 235 310 (2,32)	676 590 (3,48)
2006	4 262 883 (0,65)	667 495 (-1,34)
2007*	4 358 351 (2,24)	676 421 (1,34)

Source: SPF Economie-DGSIE (EFT).

\* Moyenne des deux premiers trimestres

GRAPHIQUE 10: Evolution de l'emploi intérieur



Source: ICN, SPF Economie-DGSIE (EFT).

Le tableau 4 et le graphique 10 nous donnent une image de l'évolution de l'emploi intérieur en Belgique et en Région de Bruxelles-Capitale sur les dix dernières années. Cet indicateur reflète le nombre d'emplois effectifs générés par l'activité économique au sein de la Région, occupés ou non par des Bruxellois.

Malgré des divergences notables en fonction des sources utilisées, on observe une forte croissance de l'emploi effectif durant la deuxième moitié des années 90 ainsi qu'un léger essoufflement au début des années 2000. Les résultats issus de l'Enquête sur les Forces de Travail (EFT) de la DGSIE arborent une nouvelle période de croissance entre 2004 et 2007. Les prévisions HERMREG vont également dans cette direction, mais dans des proportions moindres.

En outre, la tendance à la hausse de l'emploi bruxellois semble aussi être corroborée par les enquêtes spécifiques menées par la société de consultance en ressources humaines SD WORX et par l'agence de recrutement Manpower. Selon la première, en 2007, les PME bruxelloises auraient connu une croissance de l'emploi structurel<sup>3</sup> de 5,1% (contre 3,5% au niveau national). A plus court terme, selon le Baromètre Manpower des perspectives d'emploi<sup>4</sup>, le deuxième trimestre 2008 aurait été caractérisé par une activité de recrutement positive pour le 19<sup>ième</sup> trimestre consécutif. Après correction des variations saisonnières, la Prévision Nette d'Emploi<sup>5</sup> s'élève à 13%. Elle est en légère hausse par rapport au premier trimestre 2008 (+4 points) mais en baisse par rapport à l'année précédente (-6 points).

<sup>3</sup> Qui, selon leur propre définition, concerne l'emploi hors travail intérimaire et jobs d'étudiants.

<sup>4</sup> Le baromètre Manpower des perspectives d'emploi repose sur un échantillon représentatif composé de 776 employeurs à Bruxelles, en Flandre et en Wallonie. Les indices sont estimés à partir de la réponse à la question : « Comment anticipez vous l'évolution de l'emploi total dans votre entreprise au cours des trois prochains mois, jusqu'à fin juin 2008, par rapport au trimestre actuel. ? »

<sup>5</sup> La Prévision Nette d'Emploi constitue la clef de lecture du Baromètre Manpower. Sa valeur correspond à la différence entre le pourcentage d'employeurs anticipant d'augmenter leurs effectifs et le pourcentage d'employeurs prévoyant de les réduire. Il s'agit donc d'un solde net qui peut être positif ou négatif (Baromètre Manpower, deuxième trimestre 2008).

TABLEAU 5: Emploi en Région bruxelloise par région de résidence des travailleurs (données d'enquête)

	Nombre de résidents bruxellois travaillant en RBC	Nombre de résidents flamands travaillant en RBC	Nombre de résidents wallons travaillant en RBC
2003	298 541 (45,98%)	223 714 (34,46%)	127 018 (19,56%)
2004	309 357 (47,32%)	219 382 (33,55%)	125 069 (19,13%)
2005	312 591 (46,20%)	235 536 (34,81%)	128 463 (18,99%)
2006	311 403 (46,65%)	229 705 (34,41%)	126 387 (18,93%)
2007*	320 042 (47,31%)	234 832 (34,72%)	121 546 (17,97%)

\* Moyenne du dernier trimestre 2006 et des trois premiers trimestres 2007  
Source: SPF Economie-DGSIE (EFT), calculs propres.

Le tableau 5 présente une image de la répartition de l'emploi intérieur au sein de la Région en fonction du lieu d'habitation des travailleurs. Sur base des données provisoires pour 2007, les habitants de la Région de Bruxelles-Capitale ont bénéficié de 320.042 emplois sur les 676.421 emplois disponibles. En d'autres termes, plus d'un emploi sur deux est occupé par des travailleurs issus des

Régions wallonne et flamande (53%). Il faut toutefois faire remarquer que Bruxelles est la région qui affiche le taux de mobilité (défini comme la proportion de la population occupée qui réside dans une région et travaille dans une autre) le plus élevé des trois régions avec 14,5% contre 9,7% pour la Région flamande et 13,3% pour la Région wallonne en 2006.

#### • Taux d'emploi

TABLEAU 6: Comparaison du taux d'emploi en % de la population de 15 à 64 ans

	UE-15	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2002	64,2	59,9	54,5
2003	64,4	59,6	53,2
2004	64,8	60,3	54,1
2005	65,4	61,1	54,8
2006	66,2	61,0	53,4
2007*	66,8	61,9	54,4

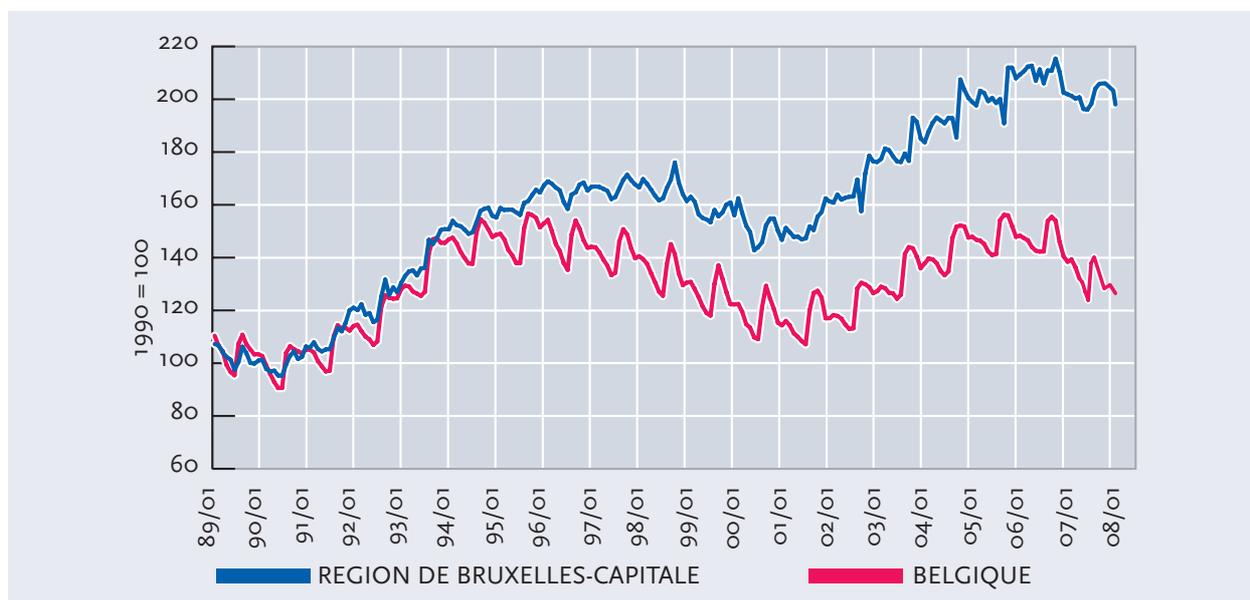
\* Moyenne du dernier trimestre 2006 et des trois premiers trimestres 2007  
Source: Eurostat et SPF Economie-DGSIE.

En 2000, au sommet européen de Lisbonne, un objectif de taux d'emploi de 70% pour l'ensemble des 15-64 ans à l'horizon 2010 a été fixé. En 2007, selon nos estimations provisoires, cet objectif n'a pas encore été atteint, ni par la Belgique ni par la Région. En outre, si la Belgique semble montrer des signes

de rapprochement vers la norme européenne, les choses sont moins évidentes pour la Région bruxelloise. Les variations de la population en âge de travailler étant relativement similaires à celles de la population active occupée, le taux d'emploi ne peut connaître, par définition, une évolution positive.

## • Chômage

GRAPHIQUE 11: Indice du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique (1990 = 100)



Source: Actiris.

TABLEAU 7: Nombre de demandeurs d'emploi inoccupés (données administratives)

	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2006-I	587 760	98 291
2006-II	573 307	97 074
2006-III	621 764	98 504
2006-IV	570 214	95 062
2007-I	547 034	93 122
2007-II	511 873	91 313
2007-III	553 870	95 323
2007-IV	517 058	94 927

Source: Actiris.

TABLEAU 8: Taux de chômage (données administratives)

	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2006-I	12,3%	21,4%
2006-II	12,0%	21,0%
2006-III	13,0%	21,4%
2006-IV	11,9%	20,7%
2007-I	11,4%	20,3%
2007-II	10,7%	19,9%
2007-III	11,5%	20,8%
2007-IV	10,8%	20,7%

Source: Actiris.

Qu'il s'agisse de la Région de Bruxelles-Capitale ou de la Belgique de façon plus générale, le dernier trimestre 2007 s'est caractérisé par une légère baisse du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés (DEI). En moyenne, la Région comptait 94.927 DEI, soit une diminution de 0,42% par rapport au trimestre précédent. A noter l'évolution favorable du nombre de chômeurs de longue durée (chômeurs depuis plus d'un an), qui a baissé de 1% sur le trimestre.

L'arrivée de ces derniers chiffres nous permet de dresser le bilan de l'année 2007. Par rapport à 2006, la Région bruxelloise a enregistré en 2007 une baisse de 3,5% du nombre de demandeurs d'emplois inoccupés, composé de 93.671 personnes. Cette diminution a plus particulièrement profité à la catégorie des demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans, leur nombre ayant baissé de 8,0%, soit 1.311 de moins qu'en 2006. Malgré cette note positive, le nombre de chômeurs de

TABLEAU 9: Taux de chômage\*  
(données d'enquête)

	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2002	7,6%	14,7%
2003	8,2%	15,7%
2004	8,5%	15,9%
2005	8,5%	16,5%
2006	8,3%	17,7%
2007**	7,7%	17,5%

\* Selon la définition de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

\*\* Moyenne du dernier trimestre 2006 et des trois premiers trimestres 2007

Source: SPF Economie-DGSIE (EFT).

moins de 25 ans au sein de la Capitale reste relativement élevé et a conduit au lancement, début 2008, d'un "Plan pour l'emploi des jeunes" qui, au travers de la mise en place de 26 mesures, a pour objectif premier de permettre aux jeunes de se doter d'une première expérience sur le marché du travail, qu'il s'agisse d'un contrat, d'un stage ou d'une formation en entreprise.

## 2.5. Recherche et développement

TABLEAU 10 : Evolution des dépenses de R-D en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique

Dépenses totales de R-D (en % du PIB)		
	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2002	1,94%	1,26%
2003	1,88%	1,19%
2004	1,87%	1,18%
2005	1,84%	1,14%
Dépenses de R-D exécutée par le secteur privé (en % du PIB)		
	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2002	1,39%	0,67%
2003	1,34%	0,62%
2004	1,31%	0,63%
2005	1,27%	0,60%
Dépenses totales de R-D exécutée par le secteur privé (en % du PIB)		
	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2002	0,55%	0,59%
2003	0,55%	0,56%
2004	0,55%	0,55%
2005	0,56%	0,54%

Source: CFS/STAT 2007, Belspo, BNB, Eurostat.

Un des objectifs de Lisbonne est d'encourager les pays de l'UE à consacrer 3% du PIB aux dépenses en R-D en 2010, dont deux tiers devraient provenir du secteur privé. Au vu des chiffres nationaux et régionaux, l'objectif européen semble encore bien loin. Comme le montre le tableau 10, en Région de

Bruxelles-Capitale et en Belgique, la proportion des dépenses totales de R-D par rapport au PIB ne cesse de diminuer. Une telle réduction ne s'observe pas qu'en Belgique, dans l'UE-15, ces dépenses diminuent également mais de manière plus légère.

Les moins bons résultats de Bruxelles-Capitale par rapport à la moyenne nationale s'expliquent en partie par la composition sectorielle de la Région. En effet, Bruxelles a un caractère plus tertiaire et ces secteurs réalisent, en général, moins d'activités de R-D. De plus, le PIB est très important à Bruxelles, et ce d'autant qu'il a été réévalué à la hausse lors de la publication des chiffres définitifs des comptes régionaux.

Ce tableau nous montre également que la R-D est exécutée en plus grande partie par le secteur privé même si cette différence est moins forte pour la Région de Bruxelles-Capitale que pour le Royaume. A l'horizon 2010, le secteur privé et le secteur public devraient atteindre, respectivement, un niveau de dépenses de R-D par rapport au PIB de 2% et de 1%. Mais cet objectif est un objectif de financement et non de réalisation comme présenté dans le tableau 10.

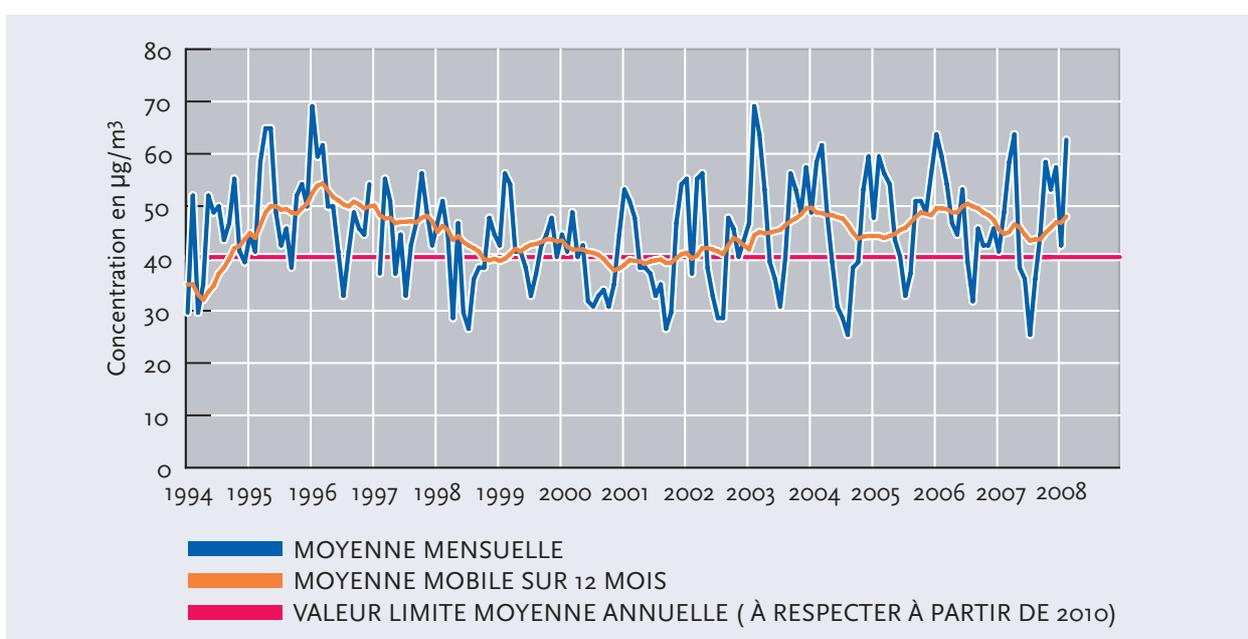
## 2.6. Environnement\*

### • Qualité de l'air

Le dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) est un polluant nocif pour la santé humaine mais également pour l'environnement (contribution à la formation d'ozone, à l'acidification et à la formation de particules de nitrates). Cette pollution est liée aux émissions d'oxydes d'azote produites lors des processus de combustion à haute température. Celles-ci se par-

tageaient, en 2005, entre les transports (44%), la consommation énergétique des logements (24%), du secteur des services (12%), et dans une moindre mesure des industries (3%) ainsi que l'incinération (15% avant que ne soit installé un système de dépollution diminuant très fortement les émissions d'oxydes d'azote) et les processus industriels (1%).

GRAPHIQUE 12: Evolution des concentrations moyennes en NO<sub>2</sub> relativement à la future norme européenne - station de Molenbeek (1994-février 2008)



Source: IBGE 2007.

\* Ce chapitre a été réalisé par l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement (IBGE).

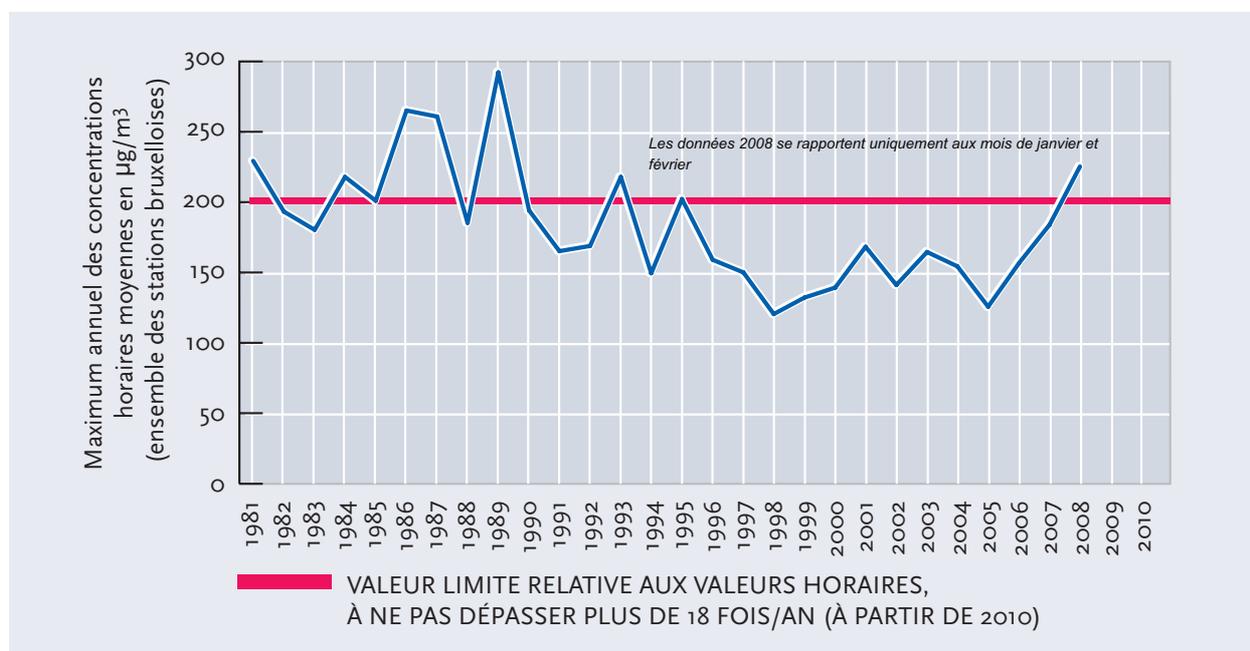
Le graphique 12 présente la concentration en NO<sub>2</sub> à la station de Molenbeek, station choisie pour sa localisation urbaine. L'analyse du graphique nous révèle que les concentrations en NO<sub>2</sub> se maintiennent à un niveau relativement constant à travers le temps et souvent supérieur à la future norme européenne. Le respect de cette norme, d'application à partir de 2010, exigera des changements drastiques dans différents secteurs et à différents niveaux.

Un autre sujet de préoccupation concerne les pics de pollution. En effet, à côté des effets toxiques chroniques liés à une exposition prolongée à des polluants présents en concentrations moyennes, la présence temporaire de polluants en concentration plus élevée peut être responsable d'effets plus immédiats sur la santé (diminution des fonctions respiratoires, augmentation des maladies respiratoires, etc.), en particulier au niveau de certains groupes à risque (très jeunes enfants, personnes âgées, asthmatiques, etc.).

Durant l'hiver, on assiste fréquemment à une augmentation des concentrations dans l'air de nombreux polluants. Ces pics sont liés, d'une part, à l'accroissement des besoins en chauffage domestique et tertiaire durant la période hivernale et, d'autre part, à de mauvaises conditions de dispersion des polluants (phénomène d'inversion thermique, vents faibles). Du fait de conditions météorologiques particulièrement critiques, les mois de décembre 2007 et de février 2008 ont ainsi été marqués par une importante dégradation de la qualité de l'air (augmentation des concentrations en oxydes d'azote, particules, monoxyde de carbone, benzène) laquelle a été observée durant plusieurs jours sur l'ensemble du territoire belge.

En Région bruxelloise, les niveaux de concentrations figurant comme valeurs limites européennes s'appliquant aux particules (depuis 2005) et aux NO<sub>2</sub> (à partir de 2010) pour des expositions de courtes durées (pics de pollution) ont été fréquemment dépassés, parfois largement, durant cette période.

GRAPHIQUE 13: Evolution des concentrations horaires maximales en NO<sub>2</sub> - moyenne des stations de mesure bruxelloises (1981-février 2008)



Source: IBGE 2007.

Les teneurs en NO<sub>2</sub> enregistrées durant l'épisode de février 2008, sont particulièrement interpellantes puisque de tels niveaux n'ont plus été observés à Bruxelles depuis près de 20 ans soit avant le développement de l'installation des pots catalytiques sur les véhicules équipés de moteur à essence. Contrairement à d'autres polluants (particules notamment), les concentrations en NO<sub>2</sub> mesurées

dans l'atmosphère sont relativement proportionnelles aux émissions résultant des processus de combustion et, notamment, celles émises par les transports. De ce fait, les mesures de réduction des émissions d'oxydes d'azote à la source (transport et chauffage) telles qu'envisagées dans le plan d'action bruxellois visant à limiter les pics de pollution hivernaux peuvent s'avérer efficaces, même à court terme.

### • Consommation énergétique pour le chauffage des logements

La consommation énergétique pour le chauffage des logements bruxellois est estimée à partir du bilan énergétique de la Région de Bruxelles-Capitale. Ainsi, en 2005, la consommation d'énergie affectée au résidentiel est estimée à 41% du total de la consommation énergétique régionale. 70% de celle-ci est affectée au chauffage (soit 29% de la consommation régionale).

Cette valeur régionale peut être ventilée spatialement en s'appuyant sur l'analyse de la répartition des logements, de leur nature (maison ou appartement), du mode de chauffage (centralisé ou non) et du combustible utilisé (gasoil, charbon/bois, gaz naturel, propane/butane). Cette ventilation correspond par conséquent à une construction mathématique, réalisée à l'aide d'un modèle qui considère exclusivement 4 types d'habitations (maison ou appartement ; avec ou sans chauffage central), mais ne tient pas compte de la surface ni de la qualité de l'isolation. Ces 4 types sont combinés entre eux à partir des données du parc de logement fournies par l'enquête socio-économique de 2001.

Sur le graphique 14, la répartition spatiale a été réalisée à l'échelle de quartiers tels que définis dans le cadre du projet de "Monitoring des quartiers couvrant l'ensemble du territoire de la RBC"<sup>6</sup>.

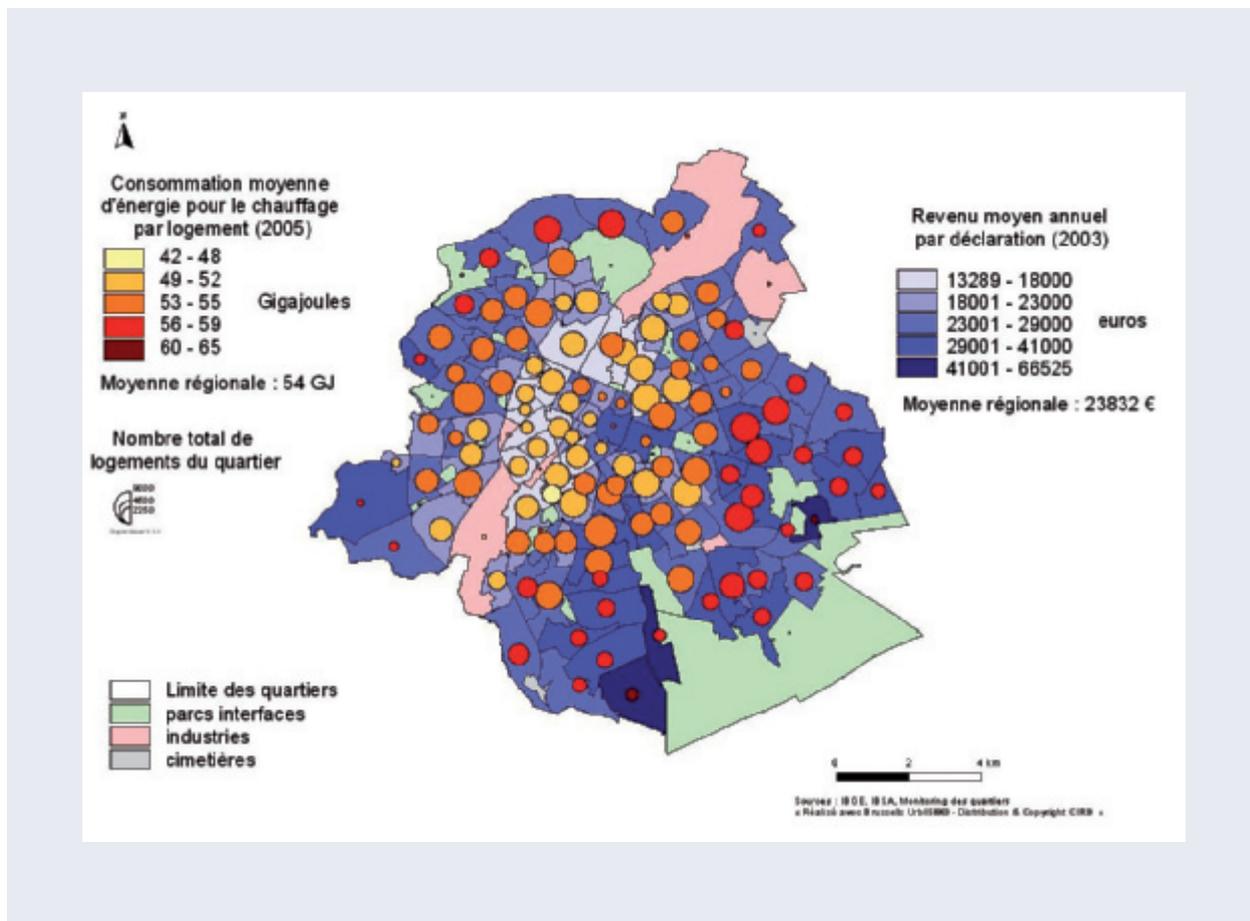
Cette visualisation montre que la consommation énergétique par logement moyen est plus élevée en périphérie de la Région que dans le centre, ce qui s'explique notamment par la proportion plus importante de maisons dans ces quartiers, plus grandes en surface que les appartements.

Par ailleurs, une analyse du revenu moyen des habitants (issu de statistiques fiscales individuelles et localisées, fournies par l'INS) montre que dans les quartiers occupés par des résidents aux revenus plus élevés (supérieurs à 29.000 euros/an), la consommation d'énergie par logement moyen est 5% plus importante que la moyenne régionale, et 10% plus importante que celle des quartiers abritant les ménages aux revenus les plus bas (inférieurs à 21.000 euros/an) : les espaces chauffés y sont plus grands, plus confortables (chauffage central) et le vecteur énergétique utilisé différent.

La relation n'est cependant pas univoque. En effet, dans 5 des 53 quartiers de résidents aux revenus inférieurs à la moyenne régionale, les consommations énergétiques moyennes, et de là les frais de chauffage, sont supérieurs à la moyenne régionale.

<sup>6</sup> Plus d'information sur [www.srd.irisnet.be](http://www.srd.irisnet.be) > atlas des quartiers > monitoring des quartiers

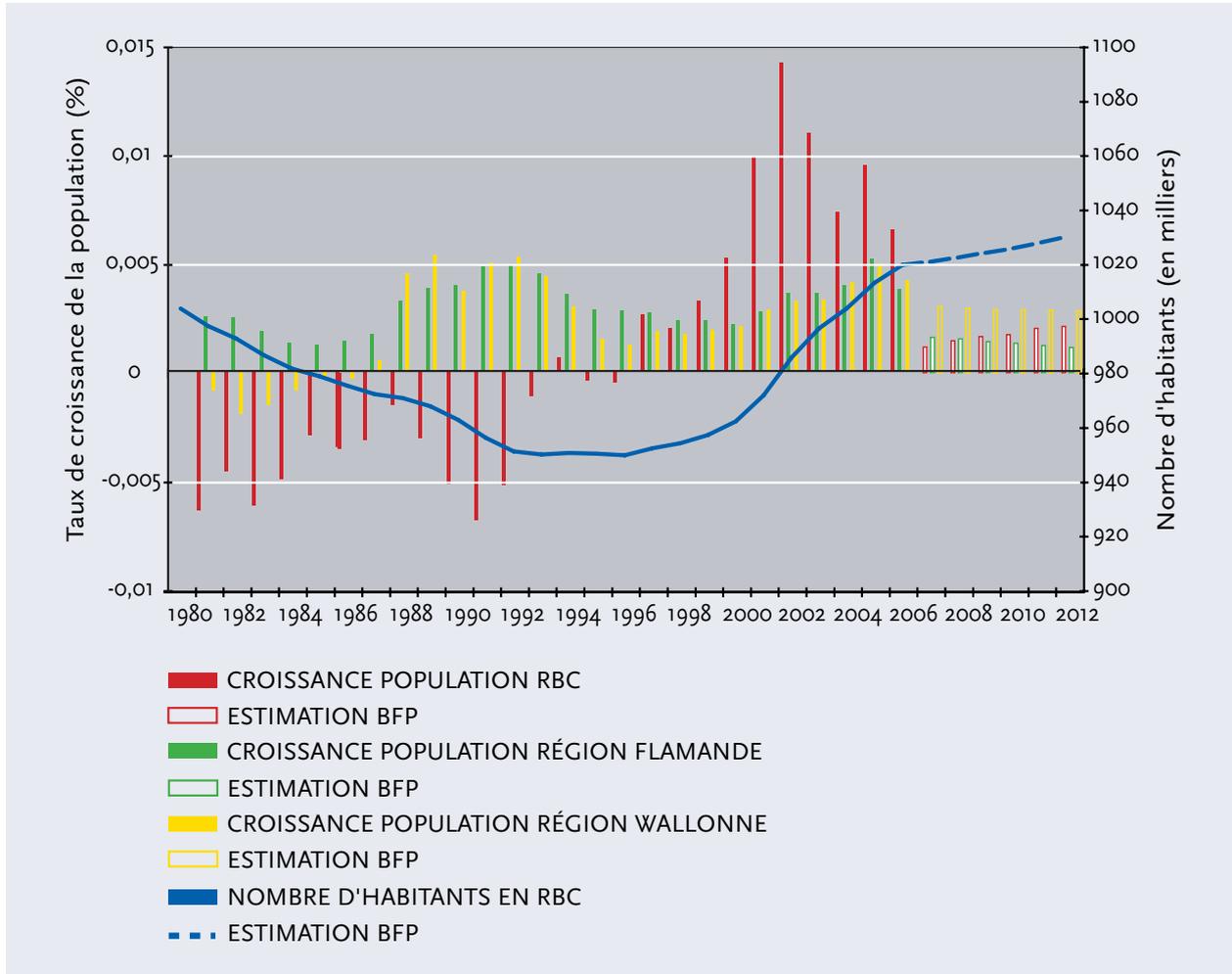
GRAPHIQUE 14: Visualisation par quartier de la consommation énergétique moyenne par logement, pour le chauffage (modélisation pour l'année 2005)



Source: IBGE-IBSA, Monitoring des quartiers

### 3. Caractéristiques de Bruxelles

GRAPHIQUE 15: Evolution de la population (en milliers) et comparaison régionale des taux de croissance annuels



Source : Bureau Fédéral du Plan

Dès la fin des années 60, une partie des Bruxellois les plus nantis et des ménages avec enfants ont quitté la ville pour la périphérie et la campagne où ils jouissent d'un logement plus spacieux. Néanmoins, depuis 1997, la population bruxelloise a recommencé à croître, principalement en raison de l'augmentation du solde naturel ainsi que du solde migratoire extérieur au travers, notamment, de l'arrivée de fonctionnaires européens. Depuis le

début des années 2000, la croissance démographique régionale est supérieure à celles de la Flandre et de la Wallonie et en 2004, la population bruxelloise dépassait le million d'habitants. Ce seuil n'avait plus été atteint depuis 1980. Néanmoins, selon les projections du Bureau Fédéral du Plan, cette croissance devrait se ralentir dans les années à venir impliquant une augmentation moins importante de la population bruxelloise.

TABLEAU 11: Caractère international de la Région de Bruxelles-Capitale

Part des nuitées de tourisme d'affaires dans le total des nuitées*					
	1999	2000	2001	2002	2003
Région de Bruxelles-Capitale	60,7%	58,9%	59,9%	57,5%	54,7%
Région flamande	15,0%	17,8%	16,4%	15,5%	15,0%
Région wallonne	12,0%	13,2%	12,3%	12,3%	11,1%
Belgique	21,2%	23,1%	22,1%	21,5%	20,6%
Emploi des institutions publiques internationales					
	2002	2003	2004	2005	2006
Commission européenne	15 578	15 610	15 737	12 617	12 875
Comité économique et social (CES)	514	525	618	666	714
Comité des régions (CDR)	125	128	128	453	475
Conseil de l'Union européenne	2 534	2 487	2 619	2 882	2 983
Parlement européen	1 923	2 194	2 309	2 606	2 841
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)	1 126	1 116	1 131	1 171	1 162
Union de l'Europe occidentale (UEO)	40	40	40	41	23

\* on entend par tourisme d'affaires les nuitées dans le cadre de conférence, de congrès, de séminaires et d'autres fin professionnelles

Source : DGSIE, IBSA - Mini-Bru 2007.

Bruxelles a un caractère international prononcé. L'emploi au sein des institutions internationales est très important à Bruxelles-Capitale. Il représente en 2006, 66% de l'emploi au sein de ces institutions en Belgique. De plus, cette part de l'emploi généré par les institutions internationales est probablement sous-estimée puisque ses répercussions au niveau de la sous-traitance (restauration, ser-

vice de courrier, transport de personnes, etc.) ne sont pas prises en compte.

Le tourisme d'affaires représente une partie importante du tourisme de la Région de Bruxelles-Capitale. Alors que la part des nuitées passées dans le cadre du tourisme d'affaires est respectivement de 11% et de 15% pour la Wallonie et la Flandre, ce taux s'élève à 55% à Bruxelles.

TABLEAU 12: Spécialisation sectorielle: Contribution à la croissance annuelle moyenne en pourcentage du total

Branche	Belgique (% croissance 1995-2005)	RBC (% croissance 1995-2005)	Belgique (2005 %)	RBC (2005 %)
Agriculture, pêche, forêt, et industries extractives	-0,4%	-0,1%	-3,2%	0,0%
Industrie manufacturière, énergie et construction	14,4%	7,2%	12,9%	3,5%
Commerce	15,2%	7,2%	12,1%	10,5%
Horeca	1,6%	2,4%	0,7%	3,3%
Transports et communications	9,0%	16,4%	15,3%	19,4%
Activités financières	4,7%	16,3%	3,1%	8,0%
Immobilier, location et services aux entreprises	29,9%	22,4%	33,0%	25,9%
Administration publique et éducation	13,8%	19,8%	14,0%	22,3%
Santé et action sociale	8,9%	6,1%	8,6%	5,3%
Services collectifs, sociaux et personnels et services domestiques	2,8%	2,2%	3,5%	1,9%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
<b>Croissance annuelle moyenne de la valeur ajoutée</b>	<b>3,7%</b>	<b>3,8%</b>	<b>4,4%</b>	<b>4,8%</b>

Source: ICN, calculs propres.

Les chiffres de ce tableau ont été remis à jour avec les données définitives de l'ICN pour la valeur ajoutée (VA) de 2005. Les commentaires du précédent baromètre ne changent que très peu.

La contribution sectorielle à la croissance de la valeur ajoutée (VA) entre 1995 et 2005 diffère sensiblement entre le niveau national et le niveau régional, exception faite du secteur "immobilier, location et services aux entreprises" qui est le plus important aux deux niveaux. A Bruxelles, les secteurs qui apportent le plus à la croissance économique sur les onze dernières années disponibles sont, par ordre d'importance, les secteurs "immobilier, location et services aux entreprises", "administration publique et éducation", "transports et communications" et "activités financières". Au

niveau national, après le secteur "immobilier, location et services aux entreprises", ce sont les secteurs "commerce", "industrie manufacturière, énergie et construction" et "administration publique et éducation" qui contribuent le plus à la croissance.

En contribution à la croissance de 2005, les deux secteurs marchands les plus importants sont, pour Bruxelles comme pour la Belgique, le secteur "immobilier, location et services aux entreprises" et le secteur "transports et communications". Notons que les "activités financières", moteur de l'économie bruxelloise depuis 10 ans, ont connu un ralentissement marqué en 2005. Ceci a contribué à rendre la croissance économique bruxelloise plus faible que celle du Royaume cette année-là.

TABLEAU 13: Paradoxe du bien-être

PIB par habitant (Indices Belgique = 100)			
	RBC	Région Flamande	Région Wallonne
2004	198,5	99,2	72,1
2005	198,4	99,1	72,2
Revenu moyen par habitant (Indices Belgique = 100)*			
	RBC	Région Flamande	Région Wallonne
2004**	85,7	106,6	92,6
2005**	85,5	106,1	93,5
Répartition Régionale des bénéficiaires de l'intégration sociale (%)***			
	RBC	Région Flamande	Région Wallonne
2004	24,5	30,5	45,1
2005	25,5	29,4	45,2
2006	26,0	29,1	44,9

\* On entend par revenu le revenu net imposable.

\*\* Année d'exercice.

\*\*\* revenu d'intégration sociale + mise au travail

Source: ICN, SPF Economie-DGSIE, SPP Intégration Sociale.

Comme nous l'avons vu dans le tableau 11, la Région bruxelloise, capitale de l'Europe, est un centre politique et administratif important. En outre, la valeur ajoutée brute régionale par habitant est deux fois plus élevée que celle du pays (tableau 13). Bruxelles se positionne également dans le trio de tête dans le classement des régions européennes en terme de PIB par habitant, juste derrière Londres et Luxembourg.<sup>7</sup>

Cependant, cette performance économique ne se réalise pas uniquement au profit de ses habitants. La comparaison de ce niveau élevé de valeur ajoutée par rapport à des indicateurs tels que le revenu, le taux de chômage ou encore le nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration témoigne de la présence du paradoxe du bien-être à Bruxelles. En effet, le revenu moyen par habitant se trouve sous

les moyennes flamande et wallonne. On observe également que Bruxelles regroupe sur son territoire plus de 26% des bénéficiaires de l'intégration sociale.

Différentes raisons expliquent ce paradoxe. Premièrement, on constate comme nous l'avons vu plus haut (graphique 15) que dès la fin des années 60, les Bruxellois les plus nantis et les ménages avec enfants quittent la ville pour la périphérie et la campagne alors que les ménages les moins fortunés restent en ville. Deuxièmement, la concentration d'activités à Bruxelles attire un grand nombre de navetteurs. Ceux-ci génèrent une partie de la production bruxelloise mais effectuent probablement la majeure partie de leurs dépenses en dehors de Bruxelles. De plus, ils sont taxés dans leur région d'origine.

<sup>7</sup> Le produit intérieur brut régional dans l'Union européenne en 2005 », Communiqué de Presse, février 2008, Eurostat.

TABLEAU 14: Paradoxe du marché du travail

Part des emplois occupés par des travailleurs disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur (%) *				
	Belgique		Région de Bruxelles-Capitale	
2005	36,8		50,7	
2006	37,6		51,9	
2007****	37,9		50,4	
Part des personnes peu qualifiées dans le chômage (%) **				
	Belgique		Région de Bruxelles-Capitale	
2005	42,2		45,9	
2006	42,1		43,7	
2007****	43,0		46,6	
Taux de chômage: total et jeunes (15-24) (%) ***				
	Belgique (total)	Belgique (jeunes)	RBC (total)	RBC (jeunes)
2005	8,5	21,5	16,5	34,7
2006	8,3	20,5	17,7	35,5
2007****	7,8	19,6	17,5	35,8

\* Par enseignement supérieur, on entend formation supérieure (après études secondaires).

\*\* Par peu qualifié, on entend niveau d'enseignement secondaire inférieur au maximum.

\*\*\* Les données proviennent de l'EFT qui utilise la définition du chômage du Bureau International du Travail.

Sont considérées comme "chômeurs" toutes les personnes âgées de 15 ans et plus qui au cours de la période de référence (les 4 semaines précédant l'enquête) sont: sans emploi, disponibles sur le marché du travail et à la recherche active d'un emploi.

\*\*\*\* Moyenne du dernier trimestre 2006 et des trois premiers trimestres 2007

Source: SPF Economie - DGSIE.

Bruxelles constitue le premier bassin d'emplois du pays, en offrant un emploi sur six. Néanmoins, il s'agit également de la Région caractérisée par le taux de chômage le plus élevé (19,6% en 2007, contre 7,8% pour la moyenne belge). Cette antinomie s'explique partiellement par la pression concurrentielle exercée par les navetteurs mais également par une discordance notable entre les qualifications possédées par le demandeur d'emploi et celles recherchées par les employeurs. Plus de 50% des emplois en Région bruxelloise sont occupés par des travailleurs possédant un diplôme de l'enseignement supérieur (ce pourcentage équivaut à 38% pour l'ensemble de la Belgique). La demande de la part des firmes bruxelloises pour une main d'œuvre hautement qualifiée provient, pour une grande part, du développement du secteur tertiaire

depuis quelques décennies, plus important que dans les deux autres régions. La réserve de main d'œuvre est, quant à elle, composée à hauteur de 46,6% de personnes peu qualifiées, les emplois leur étant destinés disparaissant progressivement.

On voit donc que les chances d'accéder au marché du travail ne sont pas les mêmes pour tout le monde et que certains ont plus de mal que d'autre à s'y insérer de façon durable. Ainsi, le taux de chômage des jeunes en Région bruxelloise est également très inquiétant et atteint 35,8% en 2007, contre 19,6% pour la Belgique dans son ensemble. Il semblerait que ces derniers, à la sortie de l'école aient du mal à s'insérer sur le marché du travail et à acquérir une première expérience professionnelle.

TABLEAU 15: Innovation et entrepreneuriat

Part du personnel de R-D dans l'emploi total (personne physique)		
	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2003	1,78%	1,93%
2004	1,83%	2,03%
2005	1,86%	2,05%
Taux net de création d'entreprises *		
	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2003	0,20%	0,22%
2004	1,50%	2,68%
2005	1,86%	3,03%

\* Le taux de création net est le rapport entre le nombre d'entreprises créées au cours d'une année et le nombre total d'entreprise de l'année précédente.

Source : Eurostat (2007), Ecodata SPF Economie-DGSIE.

En Europe, la compétitivité globale potentielle repose en partie sur un environnement entrepreneurial et technologique favorable. A cet égard, la recherche et le développement (R-D) ainsi que la création d'entreprises sont déterminants.

En ce qui concerne la R-D, la Région de Bruxelles-Capitale dispose d'importants centres de recherche universitaires et de sièges sociaux d'entreprises actives en R-D. La part du personnel de R-D dans l'emploi total ne cesse d'augmenter entre 2003 et 2005. A Bruxelles, cette part est de 2,05% en 2007 contre 1,86% en Belgique (tableau 15). La Région représente ainsi quelques 17% de la population totale travaillant dans ce secteur dans le pays.

Au niveau de la dynamique d'entreprises, au cours de la période 1999-2003, le nombre d'entreprises actives, en Région de Bruxelles-Capitale, a continuellement baissé. Toutefois, on constate une relance amorcée en 2004 qui se prolonge en 2005 où le taux de création net est largement supérieur en Région bruxelloise qu'au niveau national, marquant ainsi une dynamique plus prononcée du processus création-destruction qu'en moyenne dans le pays.

TABLEAU 16: Marché immobilier, infrastructure et qualité de vie

Prix des bureaux *, euro/m <sup>2</sup> /année (croissance par rapport au trimestre précédent)			
	Londres (City)	Amsterdam	RBC
2006 - 4 <sup>ème</sup> trimestre	963 (9,1%)	325 (0,0%)	295 (1,7%)
2007 - 4 <sup>ème</sup> trimestre	967 (0,0%)	330 (0,0%)	300 (0,0%)
Taux de disponibilité marché du bureau **			
	Europe	Amsterdam	RBC
2007 - 4 <sup>ème</sup> trimestre	4,2	12,4	9,8
Place dans classement européen en terme d'accessibilité des transports			
	Londres	Amsterdam	RBC
2006	1	4	5
2007	1	4	5
Place dans le classement en terme de qualité de vie ***			
	Londres	Amsterdam	RBC
2006	39	13	14
2007	39	13	14

\* Il s'agit ici du "prime rent": loyer que l'on peut demander sur le marché ouvert pour un logement haut de gamme, qui fait au moins de 500m<sup>2</sup>.

\*\* Le taux de disponibilité est exprimé comme la proportion entre le nombre de m<sup>3</sup> d'espaces de bureau non-loués et le nombre total de m<sup>2</sup> d'espaces bureaux.

\*\*\* Classement réalisé par Mercer Human Resource Consulting (2007)

Source: Jones Lang LaSalle (2006, 2007), Cushman & Wakefield (2007), Mercer Human Resource Consulting (2007)

A Bruxelles, les prix des bureaux en location ont été caractérisés par une stabilité au cours du quatrième trimestre 2007. Londres et Amsterdam ont connu une évolution similaire. En terme de disponibilité de bureaux, le taux de vacances de Bruxelles avoisine les 10%, ce qui est de loin supérieur aux 4,2% de Londres. Selon l'Observatoire des bureaux, Bruxelles est caractérisée par une forte dualité entre le centre et les zones plus décentralisées. En effet, comme dans de nombreuses autres zones urbaines, la disponibilité en bureaux devient plus forte et les prix moins élevés à mesure de l'éloignement des lieux de

prises de décisions. Toujours selon l'Observatoire des bureaux, 73% du stock des bureaux est localisé dans le centre et la première couronne de Bruxelles.

Comme en 2006, en termes d'accessibilité au transport, Bruxelles occupe la cinquième place sur 30 grandes villes européennes selon l'European Cities Monitor (Cushman & Wakefield 2007). De plus, Bruxelles se positionne en quatorzième position, juste derrière Amsterdam, dans le classement mondial sur la qualité de vie pour les expatriés réalisé par le cabinet Mercer Human Consulting.

TABLEAU 17: Fonction centrale

PIB par habitant (indice Belgique = 100)						
	RBC	Région flamande	Brabant flamand	Région wallonne	Brabant wallon	Belgique
2004	198,5	99,2	104,4	72,1	96,5	100,0
2005	198,4	99,1	104,4	72,2	98,4	100,0
PIB par travailleur (indice Belgique = 100)						
	RBC	Région flamande	Brabant flamand	Région wallonne	Brabant wallon	Belgique
2004	121,8	99,9	109,2	87,5	109,8	100,0
2005	123,0	99,6	109,3	87,4	111,8	100,0

Source: ICN, calculs propres.

A Bruxelles-Capitale, le PIB représente environ 20% des activités de la Belgique alors que seuls 10% de la population vit dans la Région. Le PIB par habitant est largement plus élevé à Bruxelles que dans les autres régions. De plus, Bruxelles concentre une activité à haute valeur ajoutée. En effet, comme le montre les chiffres définitifs de l'ICN pour 2005 dans le tableau 17, le PIB par

travailleur est le plus élevé de Belgique. Par ailleurs, cette fonction centrale de la Capitale s'étend à la périphérie. Sur la période 1995-2005, la croissance annuelle de la valeur ajoutée a atteint 5,6% dans le Brabant wallon et 4,5% dans le Brabant flamand contre 3,8% dans la Région de Bruxelles-Capitale et 3,7% en Belgique (Tableau 12).

## Liste des tableaux

TABLEAU 1:	Evolution du cours de change du dollar US par rapport à l'Euro	10
TABLEAU 2:	Taux de croissance annuelle du PIB en volume : comparaison entre la Région de Bruxelles-Capitale, le Royaume et l'UE-15	12
TABLEAU 3:	Evolution de l'indice des prix à la consommation	14
TABLEAU 4:	Emploi intérieur total (% de croissance par an)	17
TABLEAU 5:	Emploi en Région bruxelloise par région de résidence des travailleurs (données d'enquête)	19
TABLEAU 6:	Comparaison du taux d'emploi en % de la population de 15 à 64 ans	19
TABLEAU 7:	Nombre total de demandeurs d'emploi inoccupés (données administratives)	20
TABLEAU 8:	Taux de chômage (chiffres administratifs)	20
TABLEAU 9:	Taux de chômage* (données d'enquête)	21
TABLEAU 10:	Evolution des dépenses de R-D en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique	21
TABLEAU 11:	Caractère international de la Région de Bruxelles-Capitale	27
TABLEAU 12:	Spécialisation sectorielle: contribution à la croissance annuelle moyenne en pourcentage du total	28
TABLEAU 13:	Paradoxe du bien-être	29
TABLEAU 14:	Paradoxe du marché du travail	30
TABLEAU 15:	Innovation et entrepreneuriat	31
TABLEAU 16:	Marché immobilier, infrastructure et qualité de vie	32
TABLEAU 17:	Fonction centrale	33

## Liste des graphiques

GRAPHIQUE 1:	Comparaison de l'indicateur composite avancé de l'activité économique avec l'évolution conjoncturelle selon l'indicateur de l'activité économique et le PIB de la Région de Bruxelles-Capitale	6
GRAPHIQUE 2:	Comparaison de l'indicateur avancé du marché du travail avec la composante conjoncturelle du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés en Région de Bruxelles-Capitale	7
GRAPHIQUE 3:	Evolution du commerce mondial en termes réels 1996-2007	8
GRAPHIQUE 4:	Evolution trimestrielle du PIB en euros chaînés	9
GRAPHIQUE 5:	Evolution du prix du pétrole brut	11
GRAPHIQUE 6:	Croissance annuelle de la valeur ajoutée brute en Région de Bruxelles-Capitale, dans les arrondissements de la périphérie et en Belgique	13
GRAPHIQUE 7:	Evolution de la production industrielle en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique	15
GRAPHIQUE 8:	Enquête sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière et la construction en RBC	16
GRAPHIQUE 9:	Enquête sur la conjoncture dans les services aux entreprises en RBC	17
GRAPHIQUE 10:	Evolution de l'emploi intérieur	18
GRAPHIQUE 11:	Indice du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique (1990 = 100)	20
GRAPHIQUE 12:	Evolution des concentrations moyennes en NO <sub>2</sub> relativement à la future norme européenne - station de Molenbeek (1994-février 2008)	22
GRAPHIQUE 13:	Evolution des concentrations horaires maximales en NO <sub>2</sub> - moyenne des stations de mesure bruxelloises (1981-février 2008)	23
GRAPHIQUE 14:	Visualisation par quartier de la consommation énergétique moyenne par logement, pour le chauffage (modélisation pour l'année 2005)	25
GRAPHIQUE 15:	Evolution de la population (en milliers) et comparaison régionale des taux de croissance annuels	26

**Tous droits réservés**

Toute reproduction totale, partielle, ou sous forme transformée est interdite, sauf autorisation écrite de la part de l'Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse – Cellule Analyse.

L'usage d'extraits de la présente publication en tant qu'exposé ou démonstration dans un article, livre ou fichier est permis, moyennant une mention claire et précise de la source.

Pour toute information concernant ce baromètre, veuillez prendre contact avec:

Madame Christine Servaty

Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale/IBSA

T 02/800 36 15 – F 02/800 38 17

email [anabru@mrbc.irisnet.be](mailto:anabru@mrbc.irisnet.be)

**© 2008 Région de Bruxelles-Capitale – Tous droits réservés**

E.R.: C. Servaty, Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse (IBSA) – Cellule Analyse

Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale,

Boulevard du Jardin Botanique 20 – 1035 Bruxelles

T 02 800 36 15 – F 02 800 38 17

Editions IRIS – D/2008/6374/173



9 789078 580010

ISBN 9078580011